

LISTE DES ACRONYMES

AGR : Activités Génératrice de Revenue

BIF : Birao Ifoton'ny Fananantany

BM: Banque Mondiale

EA: Exploitation Agricole

GELOSE : Gestion Locale Sécurisée

FAO : Food Agricultural Organisation

FMI : Fonds Monétaire Internationale

FOFIFA: Foibem-pirenena momba ny Fikarohana ampiharina amin'ny

Fampandrosoana ny Ambanivohitra.

IMF: Institution de Microfinance

INSTAT : Institut National de la Statistique

MAEP : Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche

MAP : Madagascar Action Plan

MEDAGRI : Méditerranée Agriculture

MFA : Multifonctionnalité de l'Agriculture

MINAGRI : Ministère de l'Agriculture

NGP: Nouvelle Gestion Publique

ONG : Organisme Non Gouvernemental

OP : Organisation Paysanne

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PPP (3P) : Partenariat Public Privé

SMQE : Système de Management de Qualité et de l'Environnement

SNDR: Stratégie Nationale de Développement Rizicole

TES : Tableau Entrée Sortie

VOI : Vondron'olona Ifotony

LISTE DES TABLEAUX

Tableau1 : l'évolution de la population rurale	23
Tableau 2 : Objectifs de production et besoins en semences de riz	32
Tableau 3: Objectifs de la SNDR à atteindre en matière de développement de l'irrigation	33
Tableau 4 : Objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation	34
Tableau 5 : Prévisions d'évolution du nombre de techniciens et chercheurs.....	35

LISTE DE SCHEMA

Figure1 : Les liens entre politique macroéconomique et politique agricole 22

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES ACRONYMES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DE SCHEMA	iv
SOMMAIRE	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'EXPLOITATION AGRICOLE.....	4
Section I : Notions sur l'Exploitation Agricole	4
Section II : comment promouvoir l'EA ?.....	8
Section III : la cohérence entre la filière agricole et l'EA.....	12
CHAPITRE II.-LES CONCEPTS DE DEVELOPPEMENT RURAL	16
Section III : survol sur la théorie de développement	16
Section IV : La politique de développement agricole	19
Section V.- Des approches relatives au développement rural.....	23
CHAPITRE III. ANALYSE DES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	29
Section VI: faiblesse de la productivité	29
Section VII : Problèmes des structures institutionnelles.....	42
CHAPITRE VI.- SUGGESTIONS POUR PROMETTRE UN DEVELOPPEMENT RURAL	48
Section VIII : combattre la faiblesse de la productivité.....	48
Section IX : lutter contre l'insécurité alimentaire	50
CONCLUSION GENERALE	54
ANNEXES	vi
BIBLIOGRAPHIE	vii
WEBOGRAPHIE	x
TABLE DES MATIERES	xi

INTRODUCTION

Madagascar est classé parmi les pays les moins avancés ou PMA, en 2010 il se situe à 143^{ème} du classement du développement humain parmi 177 pays selon le rapport du PNUD. Deux-tiers des ménages vivent en dessous de la pauvreté avec un niveau de revenu annuel moyen par habitant de moins de 400 dollars américains. Ces ménages touchent seulement un revenu moins de 1 dollar américains par jour dont 70% vivent en milieu rural¹. Le secteur rural reste alors un secteur principal de l'économie de Madagascar. Donc, toute relance économique que doit être mise en œuvre se basera sur le secteur rural. Le développement du secteur rural dépend sur la performance du secteur agricole, vu que l'agriculture emploie plus de 78% de la population active et détient 26% du PIB nationale (Banque Mondiale 2010). Le secteur agricole se trouvera alors au centre de l'analyse de la croissance économique.

Mais pour la plupart des malagasy, surtout les ruraux ; l'agriculture ne peut pas être séparée de la riziculture pour, au moins, les trois raisons suivantes : en premier lieu, il s'agit de l'aliment de base de la population dans toute l'île, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, en second lieu, la riziculture constitue une activité majeure sinon la principale dans presque toutes les régions, en troisième lieu, la filière riz constitue la première activité économique de Madagascar en termes de volume. En tout, le riz occupe une place prépondérante à plusieurs égards à Madagascar.

D'où l'importance de cette étude : c'est de trouver la place de l'exploitation agricole au niveau du processus du développement rural.

Afin d'aller un peu plus loin, une question mérite d'être posée : l'exploitation agricole contribue t - elle au développement rural ? Des questions de structures, de volontés ainsi que de cadres structurels servent à expliquer le développement rural.

Pour traiter le cas de Madagascar des hypothèses peuvent être avancées. Les problèmes de l'insécurité foncière constituent un handicap majeur pour le développement rural. On peut aussi dire que les problèmes de l'infrastructure freinent l'accroissement de la productivité agricole. On peut constater que le revenu des ménages ruraux est notamment faible, ce qui impliquera un obstacle pour le développement rural. Lorsque la productivité connaît une hausse, l'amélioration du marché agricole conditionne l'accomplissement du développement rural.

¹ Banque Mondiale, 2010 .,« Madagascar : vers un agenda de relance économique ». Juin 2010.

Pour ce faire, notre étude se fera en deux grandes parties : nous allons voir en premier lieu de quelques concepts et théories où nous allons voir successivement des approches théoriques sur l'exploitation agricole et puis des concepts de développement rural. A la seconde partie, nous essayerons de traiter le cas de Madagascar à l'intérieur de laquelle on va voir les l'analyse des problèmes de développement rural et enfin on tâchera de donner quelques suggestions.

PREMIERE PARTIE - CONCEPTS ET THEORIES

Rapport

constuit.com

L'exploitation agricole est un concept pluridimensionnel qui rassemble plusieurs domaines. On peut tout de même dire que de nombreuses théories traitent le domaine de développement rural. Les théories de développement expliquent comment un pays développé pouvait réussir économiquement. La plupart de ces théories explique que le développement économique d'un pays provient d'une modernisation progressive des sociétés rurales traditionnelles. Certains estiment que dans une société moderne, la société rurale tient toujours son importance. Pour tenir compte de ces idées, nous allons voir dans cette partie quelques concepts et théories démontrant cela. La première partie se divisera en deux : premièrement, sur les concepts d'exploitation agricole et de la filière, deuxièmement, l'étude portera sur les concepts de développement rural.

CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'EXPLOITATION AGRICOLE.

Il n'existe pas de théorie pure et simple de l'Exploitation Agricole. Toutefois, le domaine agricole nuance celui du rural. Pour atteindre tout objectif de développement rural, les rôles de l'Exploitation Agricole ne seront pas en reste. Elle contribue à priori au développement du secteur rural. Mais elle n'en est pas la seule ; elle est appuyée par la propension de la filière agricole.

C'est l'objet de ce premier chapitre. Il se subdivisera en trois sections qui traiteront successivement les notions sur l'Exploitation Agricole, les moyens afin de promouvoir l'Exploitation Agricole, et le concept de la filière.

Section I : Notions sur l'Exploitation Agricole

L'EA peut être appréhendée sous deux angles ; d'une part, sur un plan microéconomique, et d'autre part, sur un plan macroéconomique. Cette section se focalisera sur une analyse microéconomique de l'EA modélisée par les chercheurs et les bio-techniciens, et une analyse globale de la durabilité de l'EA.

I.1 : Les différents modèles

Les modèles de l'EA utilisés par les chercheurs ou / et les bio-techniciens se résument en deux grands principes : Soit il s'agit d'une approche utilisée pour analyser la réalité ; soit le modèles visent à préciser les acquis théoriques et les développements récents. Les approches retiennent trois (3) points importants : soit pour analyser les comportements des agents, ou pour expliquer la nature et le rôle des institutions ou enfin permettant des outils de modélisation. Ces approches visent principalement une aide à la décision.

L'EA peut être appréhendée de quatre(4) grandes façons :

I.1.1 : l'EA comme unité microéconomique

« *L'Exploitation Agricole est considérée comme une entreprise pour laquelle il s'agit de déterminer un système de production optimal* »², c'est-à-dire que le paysan cherche une meilleure combinaison de la fonction de production avec les facteurs de production tout en

² Catherine LAURENT., 2003. Op. Cit.

maximisant une fonction d'utilité (le revenu), sous contraintes des ressources (terre, travail, capital).

I.1.2 : l'EA comme composante d'un système social

Le comportement des individus est lié à leur insertion sociale et / ou d'autres mécanismes que le marché concourent à la régulation d'ensemble. Selon Reboul (1976) « *un système de production agricole est un mode de combinaison entre terre, force, et moyens de travail à des fins de production végétale et/ou animale* »³. La place d'un individu dans la structure sociale de la production conditionne son comportement vis-à-vis de la société.

I.1.3 : l'EA comme système piloté

On parle de système piloté lorsqu'on cherche à formaliser les contraintes organisationnelles qui sont en jeu dans la conception de système techniques (Papy, 2001)⁴. C'est-à-dire que le comportement des agriculteurs doit être adapté à l'innovation, et aux propositions de la recherche agronomique, ainsi qu'aux décisions rationnelles afin de maximiser le profit et le revenu.

I.1.4 : l'EA comme une organisation complexe

Ce modèle considère l'exploitation en s'interrogeant sur la nature des choix organisationnels des agriculteurs et sur leur efficacité. « *L'organisation c'est la coordination d'un ensemble d'activités afin d'évaluer l'efficacité économique des choix organisationnels* »⁵. L'évaluation se fait par une minimisation des couts de transaction et des couts de l'organisation. Certains modèles mettent l'accent sur les problèmes de supervision et de contrôle d'une activité soumises aux aléas naturels. D'autres sur la cohérence des choix organisationnels et des stratégies de diversification. L'Exploitation Agricole est aussi appréhendée comme un système d'information et de communication. L'évaluation économique se base alors sur des variables multicritères.

Si tels sont les modélisations que l'on peut attribuer à l'EA ; comment doit-on faire afin qu'on ne périsse la qualité de l'environnement ainsi que la valeur attribuée aux générations futures ?

³Reboul C. Mode de production, système de culture et élevage. SFER, Paris, 1976, Economie Rurale n°112, p.55-65.

⁴Papy F. Interdépendance des systèmes de culture de l'exploitation. In E. Malézieux G., Trébuil, Jaeger (Eds.), « Modélisation des agro-systèmes et aides à la décision », cirad-inra, 2001, p. 51-74.

⁵ Catherine LAURENT., 2003. Op. Cit.

I.2 Durabilité de l'exploitation agricole

Cette sous section traitera les conditions qu'exigent l'EA tant sur le respect de l'environnement ainsi que tout son processus de production.

I.2.1 : Mise en place de systèmes de management de la qualité et de l'environnement (SMQE)

C'est une réponse aux demandes croissantes des consommateurs de garanties sur la qualité des produits et sur les modes de production agricoles.

Ce programme consiste à trouver un système de formalisation de l'EA, pour y parvenir, on des cahiers de charge ont été adoptés et que les agriculteurs doivent en faire respecter. (Papy, 2001). Il faut s'adapter aux certaines modèles agronomiques existants c'est-à-dire : représenter la gestion de l'assolement, la gestion des intrants et l'organisation du travail.

Le système de management permettra aussi à l'évaluation des performances. L'amélioration continue de la qualité donne de l'initiative aux agriculteurs à respecter les normes de qualités imposées par leurs clients, les industries agroalimentaires ou de grande distribution.

Cette recherche propose une solution face à la faiblesse du revenu des exploitants agricoles ; notamment la diversification des activités de l'exploitation vers l'agrotourisme ou d'autres services liés à l'exploitation, et la pluriactivité c'est à dire associer des activités professionnelles extérieures à l'activité agricole.

Mais les agriculteurs en difficulté refusent d'ajouter à leur activité agricole d'autres activités sources de revenus. Du fait que la question de la comptabilité des rythmes des activités combinées apparaît cruciale. Toutefois, combiner différents types d'activités professionnelles met en jeu le statut professionnel des agriculteurs mais aussi d'une construction de compétence.

Le statut professionnel détermine l'organisation des transferts publics et l'insertion dans un régime de protection sociale. Par conséquences, ce statut professionnel établit des valeurs économiques. Une amélioration de la fiscalité, une promotion du régime de la protection sociale, ainsi qu'une condition d'éligibilité aux aides à l'agriculture.

I.2.2 : Les nouvelles exigences de la MFA pour l'analyse de l'EA.

Le rapprochement de l'exploitation agricole aux questions environnementales implique une nouvelle approche afin de promouvoir davantage le bien être de l'EA.

a) Donner une lisibilité plus grande des processus de production.

L'Objectif principal est d'avoir la traçabilité des produits et le respect de l'environnement. Chaque exploitant agricole doit respecter toutes les clauses inscrites sur les cahiers des charges. La gestion des terres, les teneurs d'utilisation des engrains chimiques, les stockages ainsi que les conditionnements doivent répondre les demandes imposés par les consommateurs ainsi que les industries de transformation.

Le deuxième objectif est de défendre la rémunération de certaines fonctions environnementales ou de certaines caractéristiques sanitaire des produits. L'exploitant agricole doit payer en amont et en aval des services environnementaux. La mise en culture de certains hectares de foret implique, par exemple, une certaine somme aux gestionnaires de forets afin de monétiser les externalités qu'elle peut encourir. Ce paiement de services environnementaux concourt tant de la responsabilité des exploitants que des consommateurs.

Ceci nécessite des structures informationnelles de l'agriculteur et les exigences médiatisées par diverses institutions (consommateur, association environnementales). Donc production des connaissances scientifiques et des outils favorisant le dialogue entre les acteurs.

b) Rendre compte de nouvelles pratiques ou de dimensions méconnues des pratiques au sein de l'exploitation.

Dans la conception des démarches de traçabilité des produits et de management de la qualité et de l'environnement, l'agriculteur doit enregistrer, stocker, et communiquer des informations. Mais il suffit de rendre compte de la manière dont les informations sont enregistrées et mobilisables par l'agriculteur pour communiquer sur ses décisions et sur ses pratiques, plutôt que d'analyser un processus de décision.

L'accent sera alors mis sur les combinaisons de différents types d'activités professionnelles dans le but de pérenniser des systèmes et de rendre compte de nouvelles formes d'organisation du travail.

Une perspective de conservation de la biodiversité et de gestion des milieux naturels, les pratiques d'élevage et de culture sont facteurs de variation de l'état des milieux naturels.

c) Articuler les analyses de tous les types d'exploitation afin d'évaluer autrement les performances.

L'analyse de l'Exploitation Agricole nécessite une compréhension de la diversité des exploitations. Elle exige de placer l'agriculture au carrefour de développement sectoriel et

territorial. Mais il ne doit pas y avoir un compromis sur la durabilité de l'EA. Les performances environnementales se trouvent au cœur de l'analyse de l'ensemble géographique c'est-à-dire le type des bassins versants, les territoires d'espèces animales et végétales

L'analyse veut la considération de l'ensemble des exploitations recensées et non des seules exploitations dites « professionnelles ». Même les exploitations de petite dimension dont les finalités ne sont pas commerciales. Les exploitants agricoles améliorent ainsi leurs revenus totaux du fait de cette analyse multi variable.

Section II : comment promouvoir l'EA ?

Cette section portera sur l'analyse des facteurs dynamiques de l'exploitation agricole et les intervenants au sein de l'exploitation agricole.

II.1 : Financer l'EA

La microfinance, s'avère un instrument de financement utile pour l'exploitation agricole. Il est ainsi nécessaire d'analyser le rôle détenu par la micro finance dans le processus de production. La micro finance contribue de façon indirecte à accroître la performance des activités en milieu rural.

L'intervention d'un secteur intermédiaire est utile pour satisfaire les besoins importants d'un service financier de qualité en matière d'épargne, de prêt et d'assurance pour ceux qui n'ont pas accès au service du secteur bancaire.

II.1.1 : Utilité de la microfinance

. Au sein d'un pays à forte concentration des populations en milieu rural, la microfinance est de plus en plus reconnue comme un levier efficace de développement qui desserre les contraintes financier et élargit la gamme des possibilités mais doit **entrer en synergie** avec d'autre facteur pour obtenir un changement durable.

. La microfinance par son extension et son poids s'insère dans les politiques nationales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, apparition d'un nouveau rapport entre Etat, organisation paysanne et Institution de la microfinance.

II.1.2 : Soutenir les paysans en difficultés.

En milieu rural, on rencontre parfois des situations où certains paysans font face à des crises notamment d'accumulation, crise interne de production. D'autre part, il existe des paysans plus aisés, qui, dans la situation où les propriétés fonciers sont saturés et qui cherche à tout prix d'acheter, d'obtenir des terres. Face à la difficulté, les paysans désemparés sont alors obligés de céder leur terrain.

Grace à la microfinance, ils peuvent accéder à des emprunts pour relancer leur activités ce qui générera des revenus ainsi qu'à la diversification des activités. La microfinance joue alors un rôle sans doute partiel mais réel pour limiter la cession, pour réduire l'émergence d'une catégorie de propriétaire foncière concentrant l'essentiel du patrimoine foncière et parfois en profite pour faire des activités de spéculation.

II.1.3 : Les Limites de la microfinance

Existence de « *problème d'éviction des paysans pauvres* » : un grand nombre de paysans sont exclus du service de la microfinance spatiale, l'absence de concurrence provoquent des pratiques monopolistiques des IMF, ce qui augmente les taux d'intérêts et décourage les petits entrepreneurs. Il est difficile pour les pauvres de contracter des crédits dont ils ne sont pas sûrs de rembourser.

II.2 Restructurer les droits de propriétés fonciers

Un autre facteur déterminant de l'exploitation agricole est la sécurisation foncière. L'exploitation agricole et la propriété foncière vont de pairs : l'exploitation ne peut se faire que s'il existe des parcelles de terrains cultivables. Les exploitants agricoles en milieu rural sont parfois victimes d'insécurité foncière et peut perdre à tout moment leur droit sur leur propriétés.

L'origine des problèmes fonciers que rencontrent les exploitants agricoles est due en partie au système de Torrens qui a régit la gestion des terres conquis par les colonisateurs.

II.2.1 : Le Système de Torrens et ses transpositions Africaines

Les anciennes puissances coloniales avaient introduit dans les pays conquis non pas des lois foncières inspirées par la loi de Torrens de 1858. Dans sa conception d'origine, le système de Torrens enlève aux aborigènes tout droits de propriété foncière. Ce n'est seulement qu'en

1993 pour que la «Native Title Act» rende éventuellement possible la reconnaissance de droit foncier aux descendants des premiers habitants.

II.2.2 : Les impacts sur le plan socio-économique.

L'insécurité foncière entraîne des effets directs et indirects sur le quotidien de la population.

a) La réticence à l'investissement :

Les producteurs ruraux ne sont pas incités à investir durablement sur des terrains dont ils ne sont pas assurés de l'exploitation à long terme. Les entrepreneurs ne peuvent se risquer à investir en infrastructures productives ou commerciales tant que leurs droits sur une parcelle ne sont pas garantis de manière transparente et fiable. Voir même que certaines projets de développement annulent leur intentions de financement quand le statut juridique des terrains n'est pas clarifié.

b) Un frein pour l'exploitation agricole :

La majorité des habitants en milieu rural pratique des activités agricoles. L'insécurité foncière qui règne conduit les paysans à être prudent, méfiant sur les quantités à produire, une production rationnelle d'autoconsommation plutôt que d'entreprendre des activités intensives.

II.3 Stimuler les rôles des acteurs

Dans un système agricole, nombreux en sont les participants dans l'exploitation agricole tels que les organisations paysannes et les parties prenantes directes ou indirectes au développement rural. C'est ce que nous allons citer dans les parties qui suivent en énumérant leurs rôles respectifs.

II.3.1 : Organisation Paysanne (OP)

C'est un regroupement de population rurale et agricole (d'une localité, d'un village, d'une région) et peut-être selon le genre spécifique (masculin, féminin) ou selon le type d'activité professionnelle (ex : producteur de café).

a) L'implication d'une OP dans le financement de l'agriculture

Compte tenu de la faiblesse des IMF pour répondre aux besoins des OP travaillant sur des filières, de la méconnaissance ou de la méfiance des OP de leurs services, les OP mettent en œuvre de leur **propre service financier** : par la création des banques de produits agricoles.

Une OP sert d'intermédiation entre exploitation et les services financiers existants dans l'optique de sécuriser le crédit et d'en améliorer l'accès pour les exploitations.

Son rôle d'intermédiation permet de garantir la spécialisation de compétences de l'institution qui assure la fonction de financement, sa capacité d'adaptation aux besoins de marché et la mise en place d'une politique de diversification de ses produits.

II.3.2 : Les rôles de chaque partie prenante indirecte à l'exploitation agricole :

En parlant de partie prenante à l'exploitation agricole mise à part l'organisation paysanne, l'Etat, les ONG et les associations tiennent aussi une place très importante dans le développement rural en agissant indirectement sur cette exploitation.

a) L'Etat :

D'une part, c'est un acteur en appui aux filières agricoles⁶. D'autre part, il contribue au développement de l'agriculture et l'élevage en élargissant les relations économiques et en mettant en place des infrastructures favorisant les échanges pour chaque filière.

Certes, dès l'adoption des PAS ou encore des programmes d'ajustement structurel, ce rôle de l'Etat a été réduit au minimum possible.

b) Les ONG (Organisations Non Gouvernementales) et les partenaires :

Ce sont des entités économiques ou des organismes d'aides aux producteurs au moyen des regroupements en organisation paysanne. Les aides qu'ils offrent sont en pratique d'ordre technique, financier, matériels et des formations.

c) Les associations :

Les associations d'utilité sociale⁷ comme les associations confessionnelles et culturelles, œuvrent plus sur l'emploi ayant des avantages calqués sur l'économique que celles qui investissent plus dans le but économique (ni celles qui instrumentent des politiques en faveur du développement local européennes ni celles à but économique encore moins celles de la défense de l'environnement).

Il s'agit, d'encourager la formation d'organisation paysanne, pour permettre aux ruraux de participer à la vie politique, économique, sociale de leurs villages. L'apparition de la démarche de « professionnalisation de l'agriculture » et de la formation de ces organisations va faciliter l'accès aux services, au crédit, ou aux débouchés commerciaux, les groupements

⁶ Charlotte Fontan Doctorante. « L'outil » filière agricole pour le développement rural. In CED / IFReDE-GRES – Université Montesquieu Bordeaux IV. pp. 1-23.

⁷ Epagneul Marie-France, Mathieu Nicole. Explorer le rôle des associations dans l'insertion et la création d'emplois en milieu rural. In: Économie rurale. N°259, 2000. pp. 16-32.

démarche de « professionnalisation de l'agriculture » et de la formation de ces organisations va faciliter l'accès aux services, au crédit, ou aux débouchés commerciaux, les groupements vont renforcer les pouvoirs de négociation des paysans, de défendre les intérêts des ruraux dans les mécanismes de décision face à la politique mise en place.

Section III : la cohérence entre la filière agricole et l'EA

La filière agricole et l'exploitation agricole sont deux analyses interdépendantes. Le choix d'une filière agricole à partir d'une bonne connaissance de l'exploitation agricole. C'est ce que cette section va s'intéresser. Au premier plan, l'analyse portera sur la place de la filière vivrière dans l'exploitation agricole ; sur le poids de la filière dans l'analyse de l'EA, au second plan ; et enfin sur le poids de la filière dans l'analyse de l'EA.

III.1 Notion de filière

III.1.1 Différentes définitions

a)-Selon la grandeur économique

Au départ, la filière permettait de décrire les différentes étapes ou opérations pour passer d'une matière première à un produit fini. L'analyse filière expliquée par deux sources dans la théorie économique. La notion peut être donc étudiée sous l'analyse du comportement des agents sur un plan micro-économique, ou bien par une analyse des flux sur le plan macroéconomique. On pourra dépasser ces deux mesures en analysant les différentes activités de la filière, les actions entreprises ainsi que les interactions existant entre elles. C'est ce que Hugon⁸ parle de « méso-systèmes », qu'il définit par « un ensemble, structuré par des opérations industrielles, d'acteurs, de mode de coordination (marché, contrat, règles, réglementation...) trouvant places dans des formes institutionnelles correspondant à des régimes d'accumulation ».

b)-Selon le domaine économique

Dans le cadre de l'économie industrielle, le concept s'est fondé sur quatre grands thèmes :

⁸ Hugon, P., 1994, "Filières agricoles et politique macro-économique" dans Economie des politiques agricoles

dans les pays en développement, Tome 2 : Les aspects macroéconomiques / coordonné par P.Guillaumont, Revue Française d'Economie, Paris.

-Le rôle de la technologie : elles permettent de comprendre les raisons de la réussite ou de l'échec du développement d'une filière ;

-Le phénomène d'intégration : les auteurs anglo-saxons ont mis l'accent sur les liens existant entre les enchainements du processus de production (synergie, complémentarité) ;

-l'analyse TES (tableau entrée sortie) : permet de découper le système productif ;

-l'analyse des stratégies des firmes et surtout les groupes: on essaye ici d'introduire la volonté d'atteindre une certaine efficacité économique

On entend donc par filière comme une succession d'opérations permettant de produire un bien tout en tenant compte de l'ensemble des techniques et technologies nécessaires, les relations de complémentarité, le cheminement entre ces étapes, l'ensemble des acteurs ainsi que leurs stratégies et les relations existant entre eux, la filière forme alors un système.

III.1.2 : filière agricole appliquée à l'EA

En analyse économique, une filière peut être considérée comme un mode de découpage du système productif privilégiant certaine relation d'interdépendance. Elle permet de repérer des relations de linéarité, de complémentarité et de cheminement entre les différentes stades de transformation »⁹. Au niveau agricole, on peut distinguer différents étapes techniques pour la filière d'un produit : la production, la transformation, la commercialisation, la consommation.

Le FAO définit 2 principales classifications dans la filière agricole. D'une part, les cultures vivrières sont destinées à l'alimentation du groupe familial fondé sur l'autosubsistance, tandis que, l'exportation désigne l'ensemble des biens et services fournis par des résidents à des non résidents.

III.2 la place de la filière vivrière dans l'exploitation agricole

III.2.1 : Théorie sur la filière d'exportation et de la filière vivrière

Au niveau théorique, les deux filières sont complémentaires. Pour les libéraux, l'agriculture d'exportation peut stimuler l'agriculture vivrière par le biais des rentrées de devises, par l'application de la modernisation, ainsi que l'innovation. Selon la Banque Mondiale, la complémentarité peut se manifester par l'existence d'un transfert de technologie et des

⁹Fraval, P., 2000, "Éléments pour l'analyse économique des filières agricoles en Afrique sub-saharienne", Bureau des Politiques agricoles et de la Sécurité Alimentaire, Ministère des Affaires Etrangères.

externalités de la culture d'exportation sur la productivité du travail, rendement à l'hectare dans la culture vivrière.

Temple et Fadani¹⁰, s'appuient sur la théorie des avantages comparatifs. En exportant, on détient plus de devises, permettant au financement des institutions, à la promotion de la « recherche et développement ». Le pays importe des biens alimentaires, des biens intermédiaires pour augmenter la productivité des filières vivrières. Au niveau microéconomique, la culture d'exportation crée des revenus monétaires élevés, ce qui encourage les exploitants agricoles à intensifier les intrants agricoles, et à se lancer sur la diversification des cultures.

III.2.2 : Impacts de la filière d'exportation

Mais Lele¹¹ a remarqué l'absence d'effet d'entraînement, en effet, les programmes de spécialisation excessive dans la culture d'exportation a nui au bien être rural, en particulier à celui des exploitants à faible revenu qui manque de produits alimentaires et qui sont trop pauvres pour en acheter hors saison à des prix élevés.

Quant aux impacts de ces deux types de culture sur la pauvreté rurale, Riebier¹² met l'évidence que la culture de rente rapporte plus de revenu que la filière vivrière mais seulement, la culture d'exportation exige des investissements conséquents d'où les revenus dégagés ne vont pas forcément vers les plus démunis mais pour les entrepreneurs ayant des moyens ou des grandes propriétaires.

III.3 Le poids de la filière dans l'analyse de l'EA

III.3.1 : Préférence à la filière vivrière et les instruments à privilégier pour la favoriser

Dans l'approche genre, la préférence pour la culture vivrière contribue à la réduction de l'inégalité. En Afrique, en majorité ce sont les hommes qui sont présent dans les cultures d'exportation, tandis que, les femmes se sont spécialisées dans les produits locaux, en d'autre terme, les femmes par rapport aux hommes qui sont susceptible d'affecter leurs revenus dans d'autre chose que la famille, utilisent directement les revenus dégagés par leurs activités pour sa famille donc au bien être des ménages.

¹⁰ Temple, L., Fadani, A., 1997, "Cultures d'exportation et cultures vivrières au Cameroun : l'éclairage d'une controverse par une analyse micro-économique", *Economie rurale*, n°239.

¹¹ Lele, U., 1975, *Le développement rural : l'expérience africaine*, Economica, Londres.

¹² Ribier, V., 2003, "Lutte contre la pauvreté et les inégalités : contribution du CIRAD au débat", CIRAD.

Pour l'appui de la filière vivrière, l'utilisation de la méthode d'analyse des filières s'imposent : Au niveau technique, l'accent est mis sur la recherche et développement, la capacité d'adaptation, la motivation et l'implication des acteurs de la filière. Au niveau qualitatif, on s'intéresse sur l'impact de différente technique de production ou de vente, il est question de repérer les rendements de l'ensemble des techniques utilisées. Au niveau institutionnel, ce domaine intervient pour améliorer l'organisation des acteurs en définissant leur objectif, leur stratégie, perspectives et les principales contraintes.

III.3.2 : Les vecteurs de la viabilité de l'exploitation agricole :

-prix : garantir des prix rémunérateurs pour les produits agricoles, elle va permettre de développer les exploitations agricoles, de garantir un niveau de vie plus soutenu, de dégager une épargne pour investir et améliorer la productivité.

-qualité : garantir la qualité des produits agricoles dépend de la norme technique standard établie à l'aval de la filière. La qualité est un critère de différenciation pour les filières vivrières et ainsi être un facteur de compétitivité face aux importations alimentaires

-la technologie : l'amélioration de la productivité par l'instauration de véritable centre de recherche pour permettre aux ruraux d'utiliser des techniques plus performantes moins coûteuse et de les inscrire dans une dynamique d'innovation.

CHAPITRE II.-LES CONCEPTS DE DEVELOPPEMENT RURAL

Le chapitre I nous a parlé de l'EA où nous avons vu les notions de base sur ce concept. L'EA, toute activité économique et sociale, se focalise sur la recherche du profit et du bien être de la société. Certes, les auteurs ont leurs façons de la modéliser théoriquement. Mais ils ont montré que l'Exploitant Agricole maximise leur satisfaction. En tout l'EA se trouve sur le carrefour du développement rural.

La question se pose si le fait que l'exploitant agricole tire profit de leur activité va faire développer la société rurale ? . Aussi comment le développement de l'EA arrivera t-il à un développement rural. Afin de répondre à cette question, le prochain chapitre portera sur ce concept de développement rural.

Ainsi, nous allons donc faire un petit survol sur ce qu'est le développement, puis on va mettre en évidence les interdépendances entre le monde agricole et celui du rural. En effet, parlons de politique développement agricole pour qu'il y ait de développement rural tout en se référant aux approches y afférentes.

Section III : survol sur la théorie de développement

Au départ, le concept de « croissance » et « développement » désignait une même notion. Leur définition, leur facteur de validité semblaient encore ambigus. Alors que l'usage de ces deux termes est largement répandu chez les responsables de la politique, les chercheurs, les citoyens et même chez les économistes. Par ailleurs, François Perroux a défini la croissance comme étant une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en terme réel¹³. La croissance mesurant l'augmentation de la production est donc une approche quantitative. Elle se mesure à travers l'augmentation du PIB national. Quant au développement, sa définition renvoie en terme qualitatif. Selon Perroux, le développement est un processus de transformation mentale de longue durée permettant la croissance économique de longue durée¹⁴. Amartya Sen donne un autre point de vu, il décrit le développement en termes de « capacité » d'un individu d'agir et de réaliser¹⁵.

¹³ RAMIARISON H., 2011. Cahier cours de « *développement et croissance* » de troisième année.

¹⁴ RAMIARISON H., 2011, Op. Cit.

¹⁵ RAMIARISON H., 2011, Op. Cit.

Dans ce chapitre, nous allons présenter les principales théories de développement. En premier lieu, nous verrons les théories de développement trouvant son origine dans le milieu rural et en second lieu, le développement appréhendé sous un autre angle.

III.1 : le courant de développement trouvant son origine dans le milieu rural

Certains auteurs ont mis l'accent sur les rôles prépondérants des secteurs ruraux dans le processus de développement économique d'un pays, tels sont, par exemple, Rostow, Lewis et Todaro.

III.1.1 : La théorie des étapes de Rostow¹⁶.

Rostow a analysé cinq étapes qui doivent mener au développement : une société traditionnelle ou société primitive, le pré-décollage, le décollage ou le « take off », la maturité technologique, et l'ère de consommation de masse. Rostow trouvait le mérite du secteur agricole comme base du processus du développement. Selon lui, chaque pays doit suivre, d'une manière linéaire, les mêmes voies que leurs devanciers. Un pays ne peut pas faire un saut de développement. Il a aussi dit qu'on ne peut pas arriver à une maturité technologique qu'après soixante ans de décollage. C'est-à-dire ; Rostow voulait exprimer que le développement c'est la modernisation des sociétés traditionnelles.

III.1.2 : La théorie de dualisme de Lewis

Pour lui, l'économie des pays sous développé se caractérise par l'existence de deux secteurs : d'une part, un secteur de subsistance qui correspond au secteur agricole traditionnel ; d'autre part, un secteur moderne qui s'oriente vers le profit correspondant aux activités manufacturières. Le secteur moderne est un secteur capitaliste caractérisé par une forte productivité, une forte accumulation de capital et d'industrie. Contrairement au secteur moderne, le secteur traditionnel se caractérise par la prédominance de l'agriculture, une faible productivité, ainsi qu'une offre illimitée de main d'œuvre.

Au départ, selon sa première analyse, l'offre de quantité illimitée de travail rural, se traduit par la nullité de la productivité marginale et la baisse de la productivité moyenne. Une fois la production maximale est atteinte, le salaire rural diminue.

¹⁶ RAMIARISON H., 2011, Op.Cit.

Une deuxième constatation de Lewis est que : l'écart entre le salaire urbain et le salaire rural va favoriser l'exode rural. Cela signifie qu'une partie des ruraux vont migrer en ville jusqu'à ce que la productivité marginale redevienne positive, c'est-à-dire que le salaire rural évolue. Une fois en ville, les nouveaux immigrés constituent une main d'œuvre de réserve pour l'industrie. Le secteur moderne absorbe alors le surplus qui va permettre de réduire les gaspillages et l'écart rural-urbain. La dualité consiste alors au secteur moderne de fixer le salaire à un niveau plus bas, et d'augmenter le profit. L'augmentation des profits conduira à l'accumulation de capital que le développement économique dépend.

III.1.3 : Le dualisme TODARO

En 1988, il développait la thèse de Lewis, il remarqua que le taux d'urbanisation va croître très rapidement. Comme le modèle de Lewis, le décalage rural-urbain engendrera un déséquilibre géographique. Plus on s'éloigne dans l'espace, plus le décalage temporel rural-urbain grandira. En milieu urbain, on a une économie d'échelle, du fait de la disponibilité des informations tandis que l'économie rurale est spécialisée ; donc ce décalage va entraîner une concurrence rural-urbaine. La dualité rural-urbaine engendrera une prolifération des secteurs informels suite à une migration excessive des paysans.

L'explosion des secteurs informels est paradoxalement favorable au taux de chômage. L'existence des secteurs informels peuvent éviter l'accroissement du chômage. Puis ce secteur contribue à la formation du capital humain à travers le « *Learning by doing* ». Le secteur informel permet le recyclage des matérielles usés et dépassé par la technologie. Enfin, le secteur informel permet d'insérer les mains d'œuvres non intégrées dans les secteurs modernes. Bref le secteur informel offre des mains œuvres formées au secteur moderne, d'autre part, il accueille le surplus des travailleurs nouveaux venus non intégrés dans le secteur moderne.

III.2 : le courant du développement appréhendé sous un autre angle

Contrairement à la section précédente, ce courant repose sur des variables qualitatives. L'origine du développement ne relève pas seulement d'une dualité ni d'une étape linéaire ; il est de nature institutionnelle et de nature endogène.

III.2.1 : La théorie de capacités de SEN

Le développement est expliqué autrement que l'analyse monétaire. Sen l'a expliqué en termes de liberté substantielle qu'il souvent définit par « *La capabilité* ». Selon lui, « *La capabilité*

est ainsi une sorte de liberté : la liberté réelle de réaliser des combinaisons de fonctionnements (ou, de manière moins formelle, la liberté de réaliser divers modes de vie)"¹⁷. On reconnaît davantage que le développement est multidimensionnel. Le développement n'est plus la simple création matérielle, c'est surtout un changement au niveau de la mentalité, du code de conduite ainsi que de la morale. Le développement doit traduire la liberté.

Le développement devait élargir autant que possible les capacités ou les compétences et les libertés des personnes de mener des vies qu'elles valorisent et qu'elles ont des raisons de dévaloriser. Des compétences d'agir : c'est-à-dire participer à la vie communautaire ; compétences d'être : en bonne santé, savoir lire et écrire, avoir un mode de vie meilleure ; compétences de réagir : le droit de s'exprimer. Donc, être en liberté et en paix : c'est la liberté substantielle.

Section IV : La politique de développement agricole

D'abord, il est à souligner que le développement agricole est différent du développement rural. Le développement rural est plus que le développement agricole car il englobe un espace où l'agriculture se trouve au centre du système socio-économique des ruraux. Le développement agricole sera donc une question prioritaire pour un développement rural.

L'objet de cette section essayera de montrer l'interrelation entre le développement agricole et le développement rural. Elle se subdivisera en deux parties ; en premier lieu, nous allons parler des objectifs de développement agricole, puis la politique agricole.

IV.1 : Les objectifs de la politique de développement agricole

Les objectifs les plus importants en matière de développement agricole, dont sa politique doit s'orienter, peuvent se résumer au nombre de trois.¹⁸

IV.1.1 :La production des denrées alimentaire et l'amélioration de la nutrition

Il est fondamental de fournir de nourriture à la famille pour qu'elle ait toutes les forces nécessaires au travail, donc l'augmentation de la production et de la consommation de

¹⁷ *Development as Freedom*, [Sen, 2000, p. 74-75].

¹⁸ HUNTER G., 1971-«La modernisation des sociétés rurales. Etude comparée : l'Afrique et l'Asie ». Editions inter-nationales, coll. Tendances actuelles. p118-p119.

nourriture sont le primordial. La vente des récoltes industrielles peuvent renflouer la consommation familiale. L'aménagement du secteur commercial de l'économie rurale permet une circulation des produits agricoles favorisant ainsi à l'amélioration de la nutrition. En ce qui concerne la production, l'état des infrastructures conditionne les performances agricoles. La construction des infrastructures ne sera pas à négliger. Notons, par exemple, la construction des barrages, l'aménagement des cours d'eau en cas de sécheresse, ou bien culture de récoltes pouvant constituer une réserve contre la famine.

IV.1.2 : La politique de spécialisation et de commerce interne

L'accroissement démographique et la sous-alimentation des sociétés paysannes a pour conséquence une spécialisation vers la culture industrielle et sur des récoltes à forts protéines et autres éléments importants dans le régime alimentaire. Il appartient au marché de répartir la nourriture.

L'objectif de la politique agricole est d'évoluer vers l'agriculture commerciale. La spécialisation visera tant du commerce intérieur qu'extérieur. Ces commerces contribuent à augmenter les revenus des paysans. L'utilisation maximale de la terre compte et améliore le rendement agricole. Enfin la demande et le prix sont les facteurs déterminants le développement agricole.

IV.1.3 : Fournir des emplois productifs aux travailleurs salariés ou cultivateurs

La première stratégie consiste pour les paysans qu'ils cultivent au maximum leurs terres. La création de réseaux d'irrigation, l'adoption de culture nouvelle ou l'ouverture de marchés font augmenter les revenus des agriculteurs.

Il faudra organiser le marché par une société commerciale à partir de la collectivité agricole locale. Une culture industrielle par une spécialisation commerciale augmentera aussi les revenus des ménages. Quand les paysans cultivent leurs terres pour tirer le maximum de revenus, il sera facile de trouver de débouchés sur le marché d'exportation.

Pour conclure, les objectifs de développement agricole sont vraiment un grand défi à relever, ils exigent beaucoup de synergies des acteurs, d'une volonté communautaire ainsi que d'une volonté politique de développement.

IV.2 : La politique agricole

Une fois que les besoins sont établis et que les objectifs sont bien définis ; il en reste alors leurs concrétisations. La politique agricole vise à atteindre ces objectifs préfixés. En fait, c'est un sous système de la politique économique d'un pays qui s'oriente vers la promotion du secteur agricole.

IV.2.1 : Définitions

« Une politique agricole est l'ensemble des mesures relatives au secteur agricole et aux secteurs immédiatement liés, relatant de la politique économique et des politiques liée (sociales, d'aménagement du territoire,...) qu'il s'agisse de mesure de régulation et d'ajustement conjoncturel, ayant des effets de court terme, de mesure de programmation et de planification ayant des effets à moyen terme ou d'orientations structurelles inspirant les mesures précitées et ayant des effets à long terme¹⁹ »

Selon A. MOLLARD²⁰ «la politique agricole avait pour tâche de permettre la coexistence de l'agriculture traditionnelle avec le reste de l'économie, en la protégeant notamment des effets néfastes que pouvait exercer sur elle son environnement capitaliste (concurrence étrangère, mécanisme des marché, approvisionnements ...) ».

En tout, la politique agricole désigne l'ensemble des efforts pris par le gouvernement, que ce soit court ou moyen ou long terme, pour accroître le bien être de la population rural en vu d'améliorer leur pouvoir d'achat, afin de valoriser la place de ce secteur vis-à-vis du reste de l'économie. Donc la politique agricole est une décision macroéconomique basée sur le développement de l'économie rurale.

IV.2.2 : Les liens entre politique macroéconomique et politique agricole

Nous avons déjà expliqué que la politique agricole est l'une des politiques structurelles menée par le gouvernement, tout en recourant à la politique fiscale, ce dernier constitue l'une des branches de la politique macroéconomique.

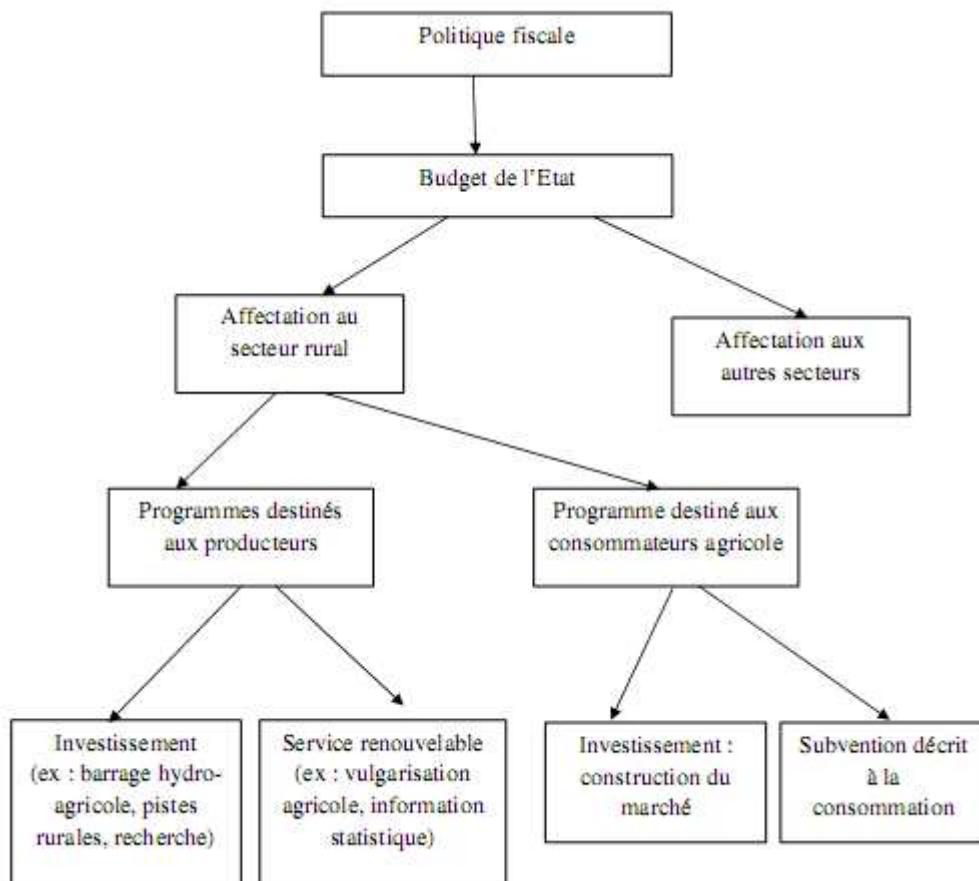
Le schéma²¹ suivant montre explicitement la liaison qui existe entre eux :

¹⁹ Voir M.GRIFFON, P HENRY, JP LEMELLE, « La Politique agricole et alimentaire en Afrique, collection méthodologie» p.17

²⁰ MOLLARD A., « la politique agro-alimentaire, l'Etat et l'institutionnalisation du capital » p 52

²¹ Extrait du cours de développement rural de Mr Randretsa Mamivololona, Enseignant à l'université d'Antananarivo, 3^{ème} année en économie, 2008

Figure1 : Les liens entre politique macroéconomique et politique agricole



Source : Mamivololona R, 2008. Cours de développement rural.

Nous avons constaté que le gouvernement affecte une partie de son budget dans la promotion du secteur rural, à travers de la politique de développement rural, et selon les objectifs fixés a priori. Ce budget va être alloué aux différents programmes tels que les barrages hydrauliques, les recherches, la vulgarisation agricole, la subvention de la consommation et même la construction du marché...

Donc, la politique agricole va servir la modernisation du milieu rural, et la politique macroéconomique constitue le moyen de l'Etat pour y parvenir.

IV.2.3 : Du développement agricole au développement rural

D'abord, il convient rappeler une définition de développement.

Pour François Perroux, « *le développement est le faisceau de transformation dans les structures mentaux et institutionnelles qui permet l'apparition de la croissance et sa*

*prolongement dans la période historique*²²». Par déduction, le développement rural s'agit alors une transformation dans les milieux ruraux. L'activité agricole y est l'activité la plus importante, comme la montre, par exemple, le tableau ci-après :

Tableau1 : l'évolution de la population rurale

Régions du monde	Pop agri/ pop rurale (%)		Pop. Act ag/ pop rurale		Pop active ag/ pop act totale	
	1965	2003	1965	2003	1965	2003
Monde	86	81	40	40,8	58,5	43,5
Médit Nord	73	38	34	25	36,4	16,7
Médit Sud	100	59,4	33	23	61	24,2
Union Européenne	67	26	27	12	26	5,5

Source : MEDAGRI, 2003, 2006.

Interprétons quelques chiffres : en 1965, la population agricole mondiale comptait 86 sur 100 des populations rurales. Ce chiffre a légèrement diminué en 2003. Même si on se limite à ce statistique mondial, il est à admettre que l'activité agricole occupe plus des trois quart de la population rurale. Ceci dit que tout développement rural émane de celui du monde agricole. On ne peut pas alors négliger la forte liaison de ces deux domaines. A la limite, le développement agricole reste toujours la priorité du développement rural.

Bref, la politique agricole est une action étatique relevant prioritairement les compétences économiques de la politique du gouvernement. Elle oriente les objectifs nationaux en vu de lutter contre la malnutrition, en vu d'accroître la productivité agricole, en vu de moderniser les sociétés rurales. Mais elle ne suffira pas pour développer le milieu rural.

Section V.- Des approches relatives au développement rural.

NOMBREUSES approches théoriques peuvent interpréter les cas de développement rural. Ici nous allons prendre trois parmi elles pour traiter le cas de Madagascar.

V.1 : L'approche par la théorie de la modernisation

La modernisation agricole est un changement sectoriel faisant appel à la transformation des processus et des techniques de production. Notons que la théorie de la modernisation est rattachée à la théorie de développement.

²² Cité par P. JACQUENOT, M. RAFFINOT dans « La nouvelle politiques économique en Afrique » édition EDICEF 1993 France p72.

V.I.1 : Définitions

C. SERVOLIN²³ définit la modernisation à partir de quatre composantes :

- Une sélection de plus en plus rigoureuse des espèces permet un changement radical de matériel végétal et animal.
- La sélection augmente de façon considérable les aptitudes productives de ces espèces. Ceci nécessite de la part de l'agriculteur un contrôle de plus en plus rigoureux des conditions de mise en œuvre de ces aptitudes.
- Ce contrôle nécessite à son tour une maîtrise croissance des moyens de production alors que ceux-ci sont eux-mêmes l'objet de perfectionnement continu.
- La transformation permanente du matériel végétal et animal et des moyens de production provoquent une augmentation des rendements, tout en permettant aussi une augmentation permanente de la surface cultivée par actif.

Donc la modernisation c'est une innovation des moyens et techniques de production. Une mécanisation des systèmes de production, l'utilisation des semences sélectionnées, des pesticides, des pratiques culturales appropriées.

D'autres auteurs expliquent la modernisation des sociétés rurales comme étant une action des acteurs économique. Comme en témoigne ; P. Campagne²⁴ trouve la modernisation comme une responsabilité de la part des agriculteurs et de l'Etat.

Pour l'Etat en effet, les objectifs de la modernisation sont les suivants :

- nourrir la population du pays,
- approvisionner les industries agro-alimentaires,
- contribuer aux équilibres macro-économiques, notamment par l'exportation de biens alimentaires.

Pour les agriculteurs, l'objectif économique est de maintenir leurs consommations au « niveau social des besoins » ce qui est rendu possible en adoptant en permanence les « conditions générales de production » des productions qu'ils mettent en œuvre dans leur exploitation.

²³ HUNTER G., 1971, op.cit. P96.

²⁴ HUNTER G., 1971. Op.cit. p96.

Pour un agriculteur familial, l'objectif de la modernisation est que son activité lui procure un revenu réel permettant d'atteindre un niveau social des besoins.

V.1.2 : La modernisation de l'agriculture

Elle est analysée sous deux angles :

-l'intégration au secteur industriel en amont (par l'utilisation des inputs industriels et la mécanisation) et en aval par la transformation des produits et l'industrie agro-alimentaires.

-l'intégration au commerce international par le développement des exportations.

V.2 : L'approche par la théorie populiste

Elle suppose que la modernisation est une société traditionnelle transformée. C'est une transformation progressive des chefferies traditionnelles en association villageoise et construisant ainsi d'une coopérative. Faut-il admettre que le développement des ONG est calqué à partir de la théorie populiste? L'animation rurale arrivera-t-elle à mettre en place une participation rurale?

V.2.1 : la force de la population

Selon Romer²⁵, plus une économie a un stock de capital humain, plus elle va croître très rapidement car l'accumulation du savoir sera plus importante. Donc, la population n'est que la source de progrès d'une société. Le développement rural vient alors de la conscience communautaire qui exprime leurs besoins et leurs perceptions. La deuxième idée est que la connaissance humaine sera dotée d'une habileté de créer ou d'innover d'une nouvelle technique.

L'expérience agricole des pays développés ont bien montré ce rôle de capital humain tant sur la façon qu'ils expriment leurs besoins que sur la manière ils en répondent par la découverte technologique.

V.2.2 : La population comme un mal de développement

Certains auteurs trouvent un aspect négatif de la population, car elle entrave, à un certaines mesures, le développement économique. Selon Veblen²⁶, l'homme est le dernier processus d'une transformation. Il agit selon le comportement de la société qu'il vit et qu'il grandit.

²⁵ In Economie de la Santé de Mr Andrianjafy Tahiana, Enseignant à l'université d'Antananarivo, en 2012

²⁶ Un des figures emblématique de l'institutionnalisme originaire.

La plupart de projet de développement rural à Madagascar vaut en échec, puisque les paysans ruraux sont nés dans une situation précaire de la société rurale. Ils grandissent suivant les pratiques traditionnelles héritées de la pratique ancestrale. La pratique deviendra alors une institution, et l'institution perdure.

Donc, on ne peut pas envisager une animation et participation rurale sans tenir compte de ces aspects institutionnels. On ne peut pas avoir un développement rural tant que la population rurale ne se sent pas animé par eux même de ce qui les entourent. Le développement vient de la transformation de toutes les potentialités de la société rurale en une richesse.

V.3 : L'approche du développement local

Cette approche est construite par les locaux qui ont la volonté de prendre en charge leur propre développement.

V.3.1 : L'objet du développement local.

Son objet est de soutenir les zones rurales en difficultés. Il recourt à plusieurs méthodes ; il s'agit d'au moins de trois actions : de regrouper les acteurs locaux, de monter une opération de projets, d'améliorer les services publics en place. Ce sera un processus complexe, qui est toutefois la base du développement local.

V.3.2 : Les principes du développement local

Le développement local est basé sur trois principes :

-un développement rural **multisectoriel** : c'est-à-dire que la valorisation des ressources implique « *toutes les ressources* » et se fait à travers des innovations techniques et organisationnelles.

-un développement rural **territorialisé** : ceci dit que le contenu, les modalités et les moyens du développement rural sont fonction des ressources locales donc spécifiques à chaque espace.

-un développement rural **pris en charge par les acteurs locaux** : ce qui signifie que ; il appartient à la famille, aux collectivités locales et l'administration locale d'analyser la situation, identifier les priorités et les objectifs du développement, élaborer des opérations pour atteindre ces objectifs, mobiliser les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ces opérations.

V.3.3 : L'analyse du développement local

Le développement local est une approche de développement endogène. Rappelons que dans la théorie de croissance endogène, l'innovation et le capital humain sont les deux facteurs de croissance. Le développement local donne une grande place importante à l'innovation comme moyens de valoriser les ressources non valorisable par les savoir faire des mains d'œuvre rurales.

Conclusion de la partie I

En conclusion, l'exploitation agricole n'est pas un concept uni variable. Elle concerne tant de domaine de la production, de la distribution ainsi que de la commercialisation. L'interrelation entre ces différents domaines fortifie le concept de la filière. L'analyse de l'exploitation agricole est enrichie par l'analyse de la filière du fait que cette dernière se base nécessairement sur le succès de la première. Ce sont deux concepts inséparables ou même complémentaire. La filière ne se limite pas à cette dimension agricole ; elle s'étend sur tout le domaine économique national. Plusieurs auteurs ont démontré l'origine du développement économique en milieu rural. Rostow disait qu'avant d'arriver à une situation de consommation de masse, un pays doit développer les secteurs traditionnels. Lewis et Todaro trouvent que le secteur rural et celui du moderne sont deux secteurs complémentaires. Le développement agricole est une condition nécessaire pour un développement économique. Mais pour arriver à cela, nombreux acteurs doivent être réunis. Par exemple, selon l'approche de croissance endogène, pour développer le secteur agricole ; il faut admettre une innovation des techniques de production et d'un meilleur capital humain. C'est-à-dire que la modernisation agricole va permettre un développement rural après une croissance endogène.

DEUXIEME PARTIE – LES REALITES DE MADAGASCAR

Madagascar est un pays à vocation agricole, comme en témoigne, les trois quart de la population totale sont des paysans ruraux. Donc, le développement économique est surtout promis par le développement rural via le développement agricole. Une meilleure politique d'exploitation agricole sera une force à gagner. En effet, notre monde rural reste encore faible vis-à-vis de nombreux défis tels que : l'utilisation des techniques agricoles modernes, l'application des moyens de production intensifs ou même l'insertion à un marché agricole efficace.

Afin de pouvoir analyser ces malheurs rurales, nous devons évaluer où se trouvent les problèmes de développement rural pour que puissions apporter des suggestions en vu de réorienter une nouvelle perspective rurale.

CHAPITRE III. ANALYSE DES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.

INTRODUCTION

Si on analyse les politiques agricoles depuis 1960, les problèmes de l'autosuffisance alimentaire n'étaient pas résolus. Les politiques de développement agricole n'arrivaient pas à atteindre les objectifs préfixés. Seulement lors de la première république que Madagascar a connu un grand succès de la politique de la vulgarisation agricole (voir Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, juin 1995, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar »). Lors de la période de la révolution de la deuxième république, la politique agricole subissait la crise de financement rural. La production ne suivait pas la demande en riz, par conséquent, le pays a commencé d'importer de riz. En arrivant à la troisième république ; le retour des bailleurs capitalistes permettait de refinancer les politiques de développement rural, mais malgré cela, les résultats n'étaient pas satisfaisants. Le pays n'a pas pu atteindre l'autosuffisance alimentaire, les populations paysannes n'ont cessé de subir de malnutrition malgré les potentialités qu'ils doivent jouir, la production agricole ne connaît pas une amélioration du fait de la faiblesse de la productivité agricole. Les revenus ruraux sont désespérément accusés minime. En tout, les résultats n'ont jamais été satisfaisants ; le développement agricole ne peut pas affecter, sauf à une certaine condition, à un développement rural. Est-ce une question de choix d'une politique agricole ou de structure et de moyens de production inappropriés, ou de manque de volonté à se relever du fond de la Pauvreté de la part des paysans agricoles?

Ainsi, pour répondre à ces multiples questions, nous allons d'abord nous rendre compte de ce qui pourrait être les causes de ces problèmes. En effet, nous allons les classer en deux catégories ; il s'agit des problèmes de productivité ou encore problèmes structurels et institutionnels. C'est ce que ce chapitre va faire l'objet de son étude.

Section VI: faiblesse de la productivité

On peut se poser la question sur les facteurs méprisant la productivité agricole dans l'étude de l'exploitation agricole. Les réponses peuvent être multiple ; premièrement, puisque certains moyens et techniques d'exploitation sont inappropriés ou même caduques ; deuxièmement,

les capitaux humains sont faibles ; troisièmement, la situation foncière des exploitants n'est pas stable ou puisque les exploitations agricoles n'ont pas été financées.

VI.1 : Des moyens et techniques d'exploitation inappropriés

L'écart entre la moyenne des rendements réalisés par les agriculteurs et les rendements maximum atteignables dans des conditions expérimentales se trouve proche de 75% à Madagascar contre 20% en Indonésie, alors que, avant le début de la révolution verte Asiatique, la moyenne des rendements rizicoles à Madagascar était identique à celle observée en Indonésie²⁷.

Dans le cas de Madagascar, on peut avancer que quatre peuvent en être au moins les causes ; notamment, les pratiques agricoles dépassés ; la faible utilisation, voire l'absence, des intrants sélectionnés et la mauvaise gestion de l'eau ainsi que des systèmes de mécanisation peu lucratifs.

VI.1.1 : L'utilisation des pratiques agricoles dépassées

Ceci peut être dû à des manques de connaissances des paysans ruraux. A ce propos, nombreux analystes estiment qu'il est rôle du gouvernement ou des associations ou des projets de développement rural de leur faire connaissance à travers de sensibilisation et de vulgarisation. Comme l'indique la Banque Mondiale ; l'expérience de nombreux pays montre que la manière la plus efficace de fournir des services de conseil et de vulgarisation consiste en l'adoption de systèmes pluralistes qui rassemblent les institutions publiques, les entreprises privées et les organisations de la société civile²⁸. Alors, cette assertion met l'accent sur le rôle prépondérant du système de vulgarisation.

VI.1.2 : La faible utilisation des intrants sélectionnés

En se référant à la culture économique ; un exploitants agricole ne peut être purement efficace techniquement à moins qu'il évite un gaspillage. L'efficience technique pure, rappelons, consiste à un agent d'optimiser sa production pour un niveau donné d'input et symétriquement à minimiser ses consommations d'input pour un niveau donné d'output. Donc pour un exploitant agricole donné, l'ajout ou la diminution d'une unité d'intrant agricole doit affecter différemment au niveau de sa production. Autrement dit, à chaque fois

²⁷ Banque mondial/Madagascar, vers un agenda de relance économique, juin 2010

²⁸ Banque mondial/Madagascar, op.cit, p 153.

qu'il utilise des intrants améliorés, ceci devrait entraîner une conséquence palpable au niveau du rendement de sa production.

a)-Aperçu globale

Toute stratégie de relance de la productivité agricole exige la forte utilisation des intrants améliorés. En Indonésie, 95% des surfaces rizicoles sont cultivés à l'aide de variétés modernes, tandis qu'à Madagascar, cette proportion n'est que de 20%. L'utilisation d'engrais à Madagascar (5kg/ha) est 60 fois moins intensive qu'en Indonésie (290kg/ha) (FAOSTAT, 2009)²⁹. Ceci explique les performances agricoles de ce pays, notons que Indonésie est l'un des pays les plus avancés dans ce domaine. Ceci nous dit que, si Madagascar adopte la même stratégie que l'Indonésie, la production rizicole haussera jusqu'à 60 fois au-delà de ce qu'elle est aujourd'hui.

b)-La stratégie nationale semencière

Des nombreux techniciens et hauts responsables malagasy commencent à en prendre conscience. Comme en témoigne la vision et stratégie nationale semencière qui fixe des objectifs comme suit³⁰ : (voir tableau 4)

- Augmenter de 5-10% de la surface totale emblavées avec des semences améliorées
- Rendement : Augmentation de 10 à 50% selon les cultures et les régions

c)-La production d'engrais

L'objectif de consommation d'engrais est de 90.000 tonnes/an d'ici 2012³¹. Dans l'immédiat, il est prévu une augmentation de la production rizicole de 100% en cinq ans avec une superficie totale fertilisable estimée à 300.000 ha sur un total de 1.620.615 ha. Pour ce faire, le projet devra produire un million de tonnes de paddy supplémentaire ; ce qui nécessite un apport de 60.000 tonne d'engrais.

²⁹ In Banque mondial/Madagascar, op.cit, P 153.

³⁰ MINAGRI., 2010-«draft du document de la stratégie nationale du développement rizicole Madagascar», avril 2010.

³¹ MINAGRI., 2010, Op. Cit.

Tableau 2 : Objectifs de production et besoins en semences de riz

2008	2013	2018
Production (T)	Besoins* (T)	Besoins* (T)
■ 0,780 t de pré base pour la riziculture aquatique	■ 34,200t en riziculture irriguée	■ 43,900t en riziculture irriguée
■ 1,288 t de pré base pour la riziculture pluviale	■ -22,800 t en riziculture de bas fonds sans maîtrise	■ 18,800t en riziculture de bas fonds sans maîtrise
■ 32,5 tonnes et 1,5 t de semences de base, respectivement pour les rizicultures aquatique et pluviale	■ 57,000t en riziculture pluviale	■ 62,700t en riziculture pluviale

Source : FOFIFA/MINAGRI

* en semences de prébase

VI.1.3 : La mauvaise gestion de l'eau

L'irrigation est un des facteurs déterminants les performances agricoles. C'est pour cette raison que le ministère de l'agriculture met le point sur ce sujet. L'équipe a fixé comme objectifs les suivants :

- Améliorer la disponibilité et l'utilisation efficace de l'eau dans les structures d'irrigation
- Assurer l'appropriation des structures d'irrigation modernes par les bénéficiaires ;
- Renforcer la durabilité des structures en tenant compte des perspectives techniques, environnementales dont le changement climatique, agricoles, économiques et sociales

Tableau 3: Objectifs de la SNDR à atteindre en matière de développement de l'irrigation

	2008	2013	2018
Réhabilitation (Ha)	20.000	150.000	200.000
Entretiens par travaux communautaires (Ha)	10.000	50.000	75.000
Nombre de barrage	15	80	80 ³¹
	120	200	200
Extension (Ha)	5.000	10.000	10.000
Structures de gestion AUE (Unité)	100	200	250

Source : DGRMA/MINAGRI

On constate que le ministère espère d'augmenter le nombre de barrages construits à plus de cinq fois (15 à 80) dans un espace de 10 ans ; à plus de dix fois pour la réhabilitation (20.000 à 200.000).

VI.1.4 : Des outils mécaniques peu lucratifs

Comment pourra-t-on espérer de pouvoir hausser la production agricole avec des outils d'*exploitation* manuelle très modeste. Les exploitations agricoles sont sous-équipées et n'utilisent pour la plupart que de petits matériels à traction animale, mis à part l'*Angady* pour la plupart. Il y a peu d'exploitations mécanisées (motoculteurs et tracteurs)³². La concurrence et la compétitivité internationale veut une grande maîtrise des technologies agricoles ; l'utilisation des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, etc.

Actuellement³³ beaucoup d'efforts sont consentis pour la relance de la mécanisation agricole entre autres:

- la facilitation à l'acquisition de petits matériels agricoles (manuels, attelés) par les agriculteurs. Il s'agit d'opérations matérielles agricoles avec des prix aux producteurs subventionnés à 40%, le développement du partenariat entre les Gouvernements Malgache et Indien, d'une part et Libyen, d'autre part. Cela a abouti à l'octroi respectif de 411 et 8

³² MINAGRI., 2010, Op. Cit.

³³ Conçu par le MINAGRI en 2010

tracteurs avec équipements (vente directe, vente location, facilitation de remboursement annuel)

- l'exonération des taxes d'importation des matériels agricoles (Tracteurs et motoculteurs).

La SNDR a fixé des objectifs plus espérant comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 4 : Objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation

	2008	2013	2018
Besoins (unités)	10.420	32.000	34.000
- petits matériels agricoles	10.000	30.000	30.000
- matériels motorisés	420	2.000	4.000
Mise en place CUMA (unités)	5	10	15
Mise en place de centrales d'achats (unités)	30	40	60
Promotion des cultures motorisées sur les grandes superficies (ha)	15.000	150.000	250.000

Source : DGRMA/MINAGRI 2004

Ceci montre la volonté des dirigeants à accroître vraiment la productivité rizicole. En effet, en espace de 10ans, on veut augmenter jusqu'à plus de neuf fois (de 420 à 4.000) les besoins en matériels motorisés, tandis que trois fois seulement (10.000 à 30.000) pour ceux des petits matériels agricoles. Donc le ministère veut l'abandon progressif des petits matériels au profit des matériels motorisés.

Conclusion

On a vu que, les rôles des moyens et techniques de production sont cruciaux dans l'amélioration de la productivité agricole. C'est-à-dire qu'une politique d'accroissement de la productivité agricole doit mettre en évidence le développement et la modernisation des facteurs de production. On vient de citer que la productivité rizicole est fortement basse alors que la réalité montre l'inondation des projets de développement agricole ; on nous a même accusé, quelque part, comme de *cimetières de projets*. Comment peut-on expliquer cela? C'est ce que nous allons voir par la suite c'est d'expliquer qu'il s'agit aussi de question de capacité physique et intellectuelle.

VI.2 : Le faible capital humain

VI.2.1 : aperçu global

Dans l'esprit de G. Becker, le "capital humain" désigne l'ensemble des ressources dont dispose toute personne (compétences, talents, etc.)³⁴. Sa dimension va de l'aspect physique à l'aspect intellectuel. Par rapport à cette idée, les paysans malagasy enregistrent un niveau de capital humain bas. C'est pour faire face à ce défi que le Département de la Recherche Rizicole du Centre National de recherche FOFIFA a retracé les objectifs suivants :

Tableau 5 : Prévisions d'évolution du nombre de techniciens et chercheurs

	Chercheurs		Techniciens		
	Spécialistes en riziculture (plein temps)	Spécialistes en riziculture (plein temps)	Spécialistes en riziculture (temps partiel)	Spécialistes en riziculture (temps partiel)	Total
2008	PhD (3) Masters (11)	PhD (3) Masters (11)	PhD (1) Masters (7)	PhD (1) Masters (7)	16
2013	PhD (14) Masters (28)	PhD (14) Masters (28)	PhD (3) Masters (3)	PhD (3) Masters (3)	12
2018	PhD (42)	PhD (42)	PhD (6)	PhD (6)	12

Source : FOFIFA/MINAGRI

2004

Nous pouvons voir qu'en espace de 10 ans, on voudra que le nombre des chercheurs spécialistes en riz sera multiplié par quatorze (3 à 42) et multiplié par six (1 à 6) pour les techniciens spécialistes en riz.

VI.2.2 : Une analyse pluridimensionnelle

Selon les chercheurs, « *Les travailleurs agricoles souffrent d'une diminution de leur capacité physique (résultat de la mauvaise nutrition, de l'insuffisance des services ruraux de santé) et d'un manque de compétences (attribuable au manque d'opportunités d'éducation pour la population rurale, en particulier d'opportunités de formation professionnelle)* »³⁵. D'après l'INSTAT, 23% de la main d'œuvre agricole n'a jamais fréquenté l'école, et 63% n'a pas

³⁴ Georges Lane., « *Gary Becker et l'analyse économique des phénomènes sociaux* » in Liberté économique et progrès social, n°67, mars 1993, pp.2-14 sous le titre "Gary S. Becker, prix Nobel de sciences économiques 1992"

³⁵ Banque Mondiale., juin 2010. Op.cit, P.154

poursuivi au-delà de l'école primaire. Donc, on ne peut pas penser d'accroître la productivité agricole avec une telle situation. Premièrement ils ont leur état de santé très précaire ; mais deuxièmement, ils ne peuvent pas utiliser des moyens de production minimisant leurs efforts physique pour la raison qu'on vient de citer.

Où le problème peut-on se poser ?, pouvons-nous penser que si les paysans avaient fait jusqu'à la classe de terminale ; adopteraient-ils les techniques innovées ?

Pour répondre à une telle question, nous devons nous situer les quotidiens des paysans, la façon qu'ils voient les choses, leurs cultures. Pour en faire, référons-nous au passage suivant : « *l'enseignement primaire ou même secondaire du premier cycle ne fournit directement rien sur quoi on puisse s'appuyer car, pour les élèves il n'y aucune relation entre ce qu'ils apprennent en classe et ce qui se passe dans la nature...* »³⁶. Ce n'est pas l'éducation en soi qui n'est pas nécessaire, mais de quel type de formation ou d'éducation doit-on apporter aux paysans.

La deuxième analyse que peut être fait repose sur l'héritage culturel des paysans. L'idée principale revient au conformisme dans l'éducation donnée pour la société traditionnelle. « *Ceci veut que le paysan soit un observateur-né qui n'ait rien à apprendre sur les plantes qu'il cultive et le milieu où il vit* »³⁷. Donc, le principe général est de faire comme les autres ne pas se singulariser. Dans la mentalité des Malagasy (du moins pour la plupart), l'éducation familiale veut que les ainés décident et commandent ; et les jeunes n'ont qu'à obéir (Henri de LAULANIE S.J., 2003)

Cela continue de manière récurrente, et à l'extrême, le respect des ancêtres devient une institution. Ainsi, l'éducation en famille devient la grande partie de l'éducation reçue. Tel est le propos de Von Hayek ; selon lui, les traditions héritées servent mieux la société que les règles reconnues comme bonnes ou utiles à des fins spécifiques³⁸.

Conclusion

Il est vrai que le faible capital humain en milieu rural entrave la productivité agricole. La santé et l'éducation servent d'en fortifier. L'éducation de la société emporte souvent sur celle

³⁶ LAULANIE. H.de., 2003,-« *le riz à Madagascar* », éd. Ambozontany – éd. Karthala, 2003. P25

³⁷ Op cit p 27.

³⁸ In cours d'économie institutionnelle de Mr Rakotovao Hery, enseignant au département d'économie à l'université d'Antananarivo

de l'école puisque ce qu'on leur apprend et ce qu'ils vivent sont deux choses sans communication. Il est alors à admettre que l'éducation rurale doit être menée autrement.

VI.3 :L'absence de sécurité foncière

VI.3.1 :Aperçu global

Disons que les paysans détiennent un capital humain élevé et qu'ils sont en mesure d'adopter les techniques nouvelles, alors qu'à un moment donné ils seront enlevé de leurs terres ; le projet ne marchera pas. La question foncière s'avère le noyau de toute exploitation agricole. En effet, le problème peut se résumer dans cette phrase « *l'absence de sécurité foncière, due à des systèmes traditionnels d'allocation et d'administration de terre, décourage l'investissement dans les améliorations de la productivité, surtout l'irrigation et la construction de terrasses* »³⁹.

VI.3.2 :Analyses

Ce problème se fonde sur le principe de Torrens, daté de 1858, qui stipulait que : toutes les terres non titrées ni bornées relèvent à la propriété de l'Etat. Faisons cela appliqué à notre réalité :

Au terme de titre premier de **la Loi du 9 mars 1896 sur la propriété foncière indigène** ; l'autorité faisait le discours suivant : « *Moi, Ranavalona Manjaka III reine de Madagascar et protectrice des lois de mon pays, (...). Ce que je veux d'abord c'est d'établir l'inviolabilité de la propriété, afin que vous en jouissiez en paix. Car, sans cela, vous ne pourriez ni développer vos cultures, ni faire les dépenses nécessaires pour les perfectionner. Vous ne seriez pas assuré, en effet, de récolter les fruits de vos travaux et de vos dépenses* »⁴⁰. La reine s'explique un peu plus clairement : « *Ceux qui désireront obtenir des titres de propriété n'auront qu'à s'adresser au Gouvernement* ». Au terme de l'article premier de cette loi. – **Le sol du royaume appartient à l'Etat**. Ceci dit que la terre est avant tout propriété du gouvernement, et ceux qui veulent s'en approprier ; ils les demandent au gouvernement, en faisant référence aux processus suivants : continuer de cultiver la terre, se munir des plans accompagnés des titres de propriété, et enfin, toute propriété immatriculée est inviolable. (art2, 4, 6). Autrement dit, même si je jouis de l'utilisation des terres depuis si longtemps ; je

³⁹ Banque Mondiale., 2010,-« *Madagascar : Vers un agenda de relance économique* », juin 2010. P.154

⁴⁰ Madagascar-code foncier

ne serai pas assuré tant que je n'ai pas encore le titre. C'est-à-dire que, à un moment donné, quelqu'un pourra me les enlever.

L'origine de l'insécurité foncière, actuellement, provient, en quelque sorte, de ce caractère d'expropriation de terrains par l'Etat (ORDONNANCE N° 62-023 du 19 septembre 1962 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'acquisition amiable de propriétés immobilières par l'Etat ou les collectivités publiques secondaires et aux plus-values foncières).

L'analyse porte sur l'impact de cette ordonnance : d'une part, elle est favorable à l'investissement pour le bien du public comme la construction des routes, des chemins de fer, pour des activités d'assainissement et d'irrigation, etc. (art3). D'autre part, elle peut être nuisible ; du fait que, tout le monde peut se dire propriétaire d'un terrain en se munissant d'un titre (comme papier), ceux qui ont déjà mis la terre en valeur doivent en ôter. La conséquence sera inimaginable ; il y aura d'autres personnes feront la même méthode. Si cela continuera ainsi ; à la limite, les pauvres vont quitter leurs terres, malgré leurs long moment d'exploitation, et ne sauront où s'installer.

Dans les deux cas, ce ne sera pas la solution la plus optimale. Dans le cadre de la nouvelle gestion publique (NGP), la bureaucratie ne fait qu'aggraver le disfonctionnement administratif. Rappelons que : « *A l'origine, le droit ainsi conféré aux familles et aux individus qui n'était qu'un droit de jouissance, mais petit à petit, ce droit de jouissance s'est transformé en un droit de propriété* »⁴¹. Alors, tous les problèmes relatifs aux problèmes fonciers se retranchaient au niveau du *fokonolona*. Quelque fois, nous devons nous référer à la thèse des institutionnalistes pour interpréter ce genre de problème. Toujours selon Von Hayek, il n'est pas bien rationnel d'organiser les types d'ordre spontané, puisque le *nomos* est supérieur au *thesis*⁴². La confusion ou même l'interversion entre les deux ne fait qu'entrainer d'une conséquence perverse.

Actuellement, l'Etat a essayé de résoudre en partie ce problème en mettant en place le guichet foncier unique ou *BIF*. Le droit de tirage et du plan se fait au niveau de la commune tutelle, mais s'il y a encore des litiges ; il faudrait que ce soit le tribunal qui en tranche. A ce premier

⁴¹ Xavier BLANC - JOUVAN « *Les droits fonciers collectifs dans les coutumes malgaches* ». In: Revue internationale de droit comparé. Vol. 16 N°2, Avril-juin 1964. pp. 333-368.

⁴² Le *nomos* c'est le caractère involontaire et imprévisible de l'institution ; tandis que le *thesis* est celui de prévisible et organisé.

niveau, la commune offre une sorte de certificat, relativement variable selon les lieux, qui facilitera l'acquisition de titres. Ici encore rien ne garantie la transparence de l'*affaire*.

Conclusion

La sécurité foncière s'avère une condition préalable au développement rural par la mesure où elle porte garant à toutes les sommes émises dans une exploitation quelconque. C'est-à-dire permettant aux exploitants d'accroître la productivité de leurs activités. Puisque la terre est à priori propriété de l'Etat. A cet effet, il faudra que celle ou celui qui l'exploite doit l'inscrire à son nom et d'obtenir un titre afin qu'il deviendra le propriétaire. Comme les juristes ont conçus que le propriétaire ne peut être dépossédé de la moindre portion que pour une cause d'utilité publique légalement constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité⁴³. La législation foncière doit remise en question, du fait qu'elle devrait retrouver son origine auprès du *fokonolona*. Puisque le positivisme juridique n'aboutit qu'à un *désencastrement*⁴⁴.

VI.4 : La faible utilisation de crédit pour la production

Elle est causée surtout par le manque de demande effective de financement bancaire, d'une part, et d'une offre de services financiers inappropriée, d'autre part⁴⁵. La statistique nous montre que : le taux de pénétration des institutions financières dans les communes rurales n'est que de 20%, et que seulement 10% des ménages ruraux accèdent au crédit de financement des activités de production agricole⁴⁶. Comment peut-on expliquer cela autrement.

VI.4.1 :Une manque de demande de crédit.

D'abord, la demande est une fonction décroissante du prix ; d'une manière déductive, la demande effective de financement bancaire est fonction décroissante du taux d'intérêt. Si les ménages agricoles n'accordent que de peu d'emprunt, c'est que cette voie n'est pas rentable pour eux. Avant toute chose, de nombreux producteurs agricoles manquent de connaissances et des compétences nécessaires pour recourir au financement du secteur bancaire. Si les ménages avaient l'intention de recourir à un prêt, ils feraient d'abord le calcul de taux de la

⁴³ Xavier BLANC -JOUVAN « *Les droits fonciers collectifs dans les coutumes malgaches* ». In: Revue internationale de droit comparé. Vol. 16 N°2, Avril-juin 1964. pp. 333-368.

⁴⁴ Le phénomène de désencastrement, selon l'institutionnaliste allemand Schmoller, désigne un désordre social. C'est la loi qui doit être au service du peuple mais ce n'est pas l'individu qui va abuser la loi.

⁴⁵ Banque Mondiale., juin 2010. Op.cit, P.153.

⁴⁶ In Banque Mondiale., juin 2010. Op.cit, P.154.

rentabilité de leur investissement. Si celle-ci emportera sur le taux d'intérêt ; ils y accéderont, sinon, ils en cèderont. Puis, mis à part de ce calcul, il y a aussi d'autres facteurs déterminants de cette demande de monnaie. Selon Keynes, la demande de monnaie dépend non seulement du revenu des agents mais aussi des motifs de précaution et de spéculation.

VI.4.2 : Une offre de service inappropriée.

Les producteurs agricoles sont considérés comme des clients non-attractifs parce qu'ils ne peuvent fournir que très peu de garanties et parce qu'ils présentent des plans d'investissement pour des activités considérés comme risquées. En réalité, l'adage dit que « *les banques ne prêtent qu'aux riches* ». Les banques se comportent comme toutes les entreprises, ils vendent leurs marchandises à un prix supérieur aux coûts de revient afin d'en tirer profit. Si les clients pourraient être non-solvables, elles seront pertes. D'où l'exigence de nombreux types de garanties, comme le gage, l'hypothèque, etc.

VI.4.3 : Une analyse pluridimensionnelle.

Le financement des activités rurales doivent être menées autrement. Il faudra trouver des sources de financement autres que les microfinances, ou trouver à repenser un nouveau système de financement rural.

Si on se réfère à la thèse d'économie standard, notamment la microéconomie, le niveau de l'investissement est déterminé à partir du niveau de l'épargne. A l'équilibre, les deux grandeurs s'égalisent. Les paysans agricoles doivent faire beaucoup d'épargne et doivent faire un investissement en travail. Est-ce la réalité en milieu rural ?

La capacité d'épargne des paysans reste minime. Encore, cette possibilité d'épargne est affectée aux biens de consommation : bijoux, fêtes, exhumation, maisons, etc. Les investissements productifs n'en reçoivent qu'une part trop faible. Le défi à mettre en œuvre sera donc « *de montrer aux paysans la nécessité, l'importance et les possibilités des investissements en nature, en travail, qu'ils peuvent effectuer dans leurs longues périodes de morte-saison agricole* »⁴⁷.

⁴⁷ René Dumont., 1959-« *les principaux problèmes d'orientation et de modernisation de l'agriculture malagasy* ».

Cette conscientisation, sera un long processus à faire. L'aversion à faire d'investissement revient au concept d'ambivalence institutionnelle décrite par Hamilton⁴⁸. Quant à cet auteur, l'institution regroupe à la fois l'ignorance d'un peuple et sa connaissance. C'est cet aspect négatif de l'institution que Veblen qualifie par l'*institution imbécile*. Face à cela, les habitudes de pensée des *Malagasy* considèrent la terre comme de patrimoine non pas de propriété, « *la terre on l'a pas nous, on l'a empruntée à nos enfants* », donc, c'est du patrimoine réservé aux futurs générations.

A cela s'ajoute le propos suivant : « *La terre assure la vie et la continuité du groupe il en résulte donc qu'on ne peut la partager ni l'aliéner sans détruire le groupe. Et celui-ci ne comprend pas seulement les membres vivants, mais aussi les ancêtres défunts et les enfants à naître ; la terre des vivants est en même temps celle des morts, et l'idée se trouve d'ailleurs concrétisée par la présence dans cette terre des tombeaux des ancêtres* »⁴⁹. Si les ruraux *Malagasy* n'investissent pas à leurs terres ; c'est puisqu'ils pensent que les terres ne leur appartiennent, ils ne sont que des simples utilisateurs. Cette idée a été résumée par les mots suivants : « *notre terre, nous les avons reçus de nos ancêtres. Si nous les léguons pour nos héritiers, ce n'est pas pour eux, mais pour nous et pour nos ancêtres alors, les ressources qu'ils en tirent ne leur appartiennent pas, mais ils doivent les utiliser à faire des fêtes pour nous et nos ancêtres dans nos tombeaux* »⁵⁰. Par conséquent, il ne vaut pas la peine de trop penser à y investir.

Bref, l'utilisation de crédit pour la production n'est pas minime pour un programme d'accroissement de productivité agricole. Pourtant, il reste encore fort difficile pour les exploitants agricoles d'en réjouir pour deux raisons : d'une part, le caractère commercial des banques ou des institutions financières qui doivent faire beaucoup de profits ; d'autre part, l'aspect institutionnel des habitudes de pensée que la population hérite de leurs ancêtres. Le deuxième recours de financement consiste en l'augmentation de l'épargne familiale pour une accumulation de plus de capital pour l'investissement. Même si les paysans arrivent à épargner, cela ne va pas transformer en investissement pour la croissance de la production, ils arrivent à ce que Friedman affirmait : « *l'individu n'épargne pas seulement pour lui-même mais également pour ses descendants* » (pour ses ancêtres pour notre cas).

⁴⁸ Hamilton Walton (1881-1958) : un des figures emblématique de l'institutionnalisme original. Il définit l'institution un ensemble d'usages sociaux, une manière d'agir et de penser fréquente et permanente incorporé dans les habitudes du groupe ou dans les coutumes d'un peuple.

⁴⁹ René Dumont., 1959, Op.cit.

⁵⁰ LAUALANIE. H.de., 2003, Op.cit, P. 32.

Conclusion de la section

Dans une analyse économique standard, la production est fonction des facteurs de production, et la productivité c'est la quantité de production rapportée aux facteurs de production. Donc, l'état des moyens et méthodes d'exploitation dans les milieux ruraux conditionne belle et bien la productivité agricole. Le projet d'innovation des techniques et moyens d'exploitation n'était pas bien réussi pour deux raisons : notamment, puisque les paysans sont moralement averses à un tel changement ; ou car ils ne sont pas dotés de capital humain fort. Nous avons analysés que : ce n'est pas la même leçon que les citadins apprennent en secondaire ou au lycée que les paysans doivent connaître. Ils doivent, au moins, recevoir une connaissance supplémentaire. Ce qu'ils apprennent, à l'école, devrait interpréter leurs quotidiens. On a dit aussi que les problèmes d'insécurité foncière et de financement de production demeurent encore un long processus à suivre, puisqu'ils relèvent de toute une manière d'agir et de penser des ruraux. C'est un changement lent et graduel qui nécessite beaucoup d'efforts pendant des années.

Au moment où les stratégies réussissent à accroître la productivité et donc à booster la production agricole ; quelles défis devront mettre en œuvre. C'est en ce point que la section suivante va faire l'objet de son étude. C'est qu'il faut s'attendre à améliorer les structures institutionnelles rurales.

Section VII : Problèmes des structures institutionnelles.

L'institution réfère ici aux domaines que l'économie doit faire l'objet de son étude. Elle peut être le marché ou encore le pouvoir administratif. Dans cette section nous allons appréhender un autre problème lequel le développement agricole doit soulever ; celui des mesures en aval de la production. Pour s'en faire, cette section montrera deux mesures; celle liée aux sous performances des marchés agricoles, et celle de la Faiblesse des institutions, ou encore l'incohérence des politiques et mauvaises gouvernances.

VII.1 : Sous performances des marchés agricoles

VII.1.1 : Aperçu général

Stimuler la performance des marchés agricoles sera une priorité majeure pour le gouvernement. A Madagascar, seul 40% du produit brut des exploitations est commercialisé

(Randrianarison et al. 2009), et la totalité du circuit d'approvisionnement en riz contribue pour environ 12 % au PIB en valeur nominale et pour 43% au PIB agricole. Les revenus générés par la production de riz touchent près de deux personnes sur trois, soit quelques 10 millions de personnes. Toutefois, seuls 23% des riziculteurs sont des vendeurs nets de riz et tirent leurs revenus principaux de ce produit. Les autres sont des acheteurs nets, des micro-producteurs et/ou des auto-consommateurs (SNDR 2010).

Selon les chercheurs, la médiocrité de la performance des marchés agricoles peut être attribuée à plusieurs causes sous-jacentes. Principalement ; une infrastructure inadaptée pour la commercialisation, d'une part ; et du climat des affaires non favorable, d'autre part. Les infrastructures de transport nuisent à l'intégration des marchés agricoles. De nombreuses régions restent enclavées car le réseau routier existant se révèle sous-développé et mal-entretenu. L'indice d'accès rural pour Madagascar, défini comme le pourcentage de population rurale qui vit à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année, est de 2,4% (Banque Mondiale 2009).

En ce qui concerne le climat des affaires ; il n'est pas incitatif et non favorable qui décourage l'investissement privé, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui ne disposent pas des moyens financiers et humains pour faire face aux procédures règlementaires longues et couteuses. D'où la majorité des opérateurs dans le secteur agricole restent confinés dans le secteur informel. Des années de sous investissement expliquent que les marchés agricoles demeurent sous-développés, peu compétitifs, et trop souvent soumis à la manipulation d'un nombre d'acteurs économiquement dominants et politiquement protégés.

VII.1.2 : Analyses économiques

Dans cette analyse laissons à côté l'aspect macroéconomique des problèmes. Nous nous intéressons surtout sur le quotidien comportement des ménages ruraux vis-à-vis de la manière dont ils appréhendent leurs exploitations.

D'abord, la première analyse que l'on peut apporter, revient aux caractères institutionnels des ménages ruraux. Les paysans malagasy ne sont pas, a priori, commerçants pour la même raison qu'ils se comportent comme ne pas être propriétaires de leurs exploitations. Ils ne vendent pas leurs produits agricoles en vu d'en faire profit, mais seulement pour faire face aux besoins quotidiens. Rappelons que dans les terres rurales ; le produit d'exploitation se

divise en trois : l'autoconsommation, l'avance primitive pour constituer les semences, et le revenu objectif pour faire face aux besoins quotidiens.

Puis, la deuxième analyse porte sur les caractères microéconomiques des paysans. La loi psychologique dit que la hausse des revenus entraînent une satisfaction des besoins fondamentaux dont l'habillement et la consommation. Keynes lui-même a accordé une importance à cette variable de consommation. Quant à lui, c'est ce qui détermine la demande effective d'un agent.

Cela signifie qu'une fois déterminée l'autoconsommation, le paysan procède au calcul de l'avance primitive, ainsi que le revenu objectif. Il se peut que le cas se présente comme suit : lors de la période de récolte, presque tous les paysans effectuent leurs provisions en outils de travail et en besoins fondamentaux. C'est le moment où jamais d'acheter des vêtements, des bijoux, des jouets (pour certains), des bêches, de charrettes, de charrues, etc. Puis après quelque mois, la période de *soudures* arrive, le stock d'autoconsommation tarie ; alors, soit ils mangent du manioc ou du maïs ou de patates, etc. Soit ils deviennent des travailleurs salariés auprès des voisins qui peuvent les rémunérer. Ainsi de suite jusqu'à la nouvelle période de récolte. D'où la faiblesse de la commercialisation des produits d'exploitation, pour se substituer de la consommation du riz ; et la faiblesse des vendeurs du riz, pour constituer l'autoconsommation.

Conclusion

Les sous performances des marchés agricoles entravent le développement agricole, donc, celui du rural. Or les ruraux n'attribuent pas une valeur commerciale à leur exploitation, ce qui implique la diminution de la valeur du marché. Il est toutefois à préciser que, la faible production engendrée par la faible productivité en est aussi une cause. Les récoltes ne suffisent pas à subvenir l'autoconsommation de toute l'année, ni la constitution des semences, ni les revenus objectifs. En tout, les paysans ne peuvent pas se lever sans l'aide d'une institution qui va constituer les politiques de développement agricole efficace. C'est ce que nous allons approfondir par la suite.

VII.2 : Faiblesse des institutions, incohérence des politiques et mauvaises gouvernances⁵¹

Renforcer les institutions travaillant dans le secteur agricole relève le défi majeur du gouvernement. De ce fait, le gouvernement doit mettre en œuvre de politiques claires et cohérentes, qui contribuent efficacement à la réalisation des objectifs de la politique de développement agricole.

VII.2.1 : Faiblesse des institutions :

Les experts en développement rural estiment que les institutions publiques opérant dans l'agriculture à Madagascar se trouvent fragmentées, insuffisamment pourvues de personnel qualifié, et gérées de manière souvent incohérente. Le ministère chargé de l'agriculture, élevage, et pêche est divisé en trois ; par conséquent, les responsables deviennent aussi éparpillés entre ces ministères. Cette situation ne fait qu'alourdir la budgétisation des programmes de développement agricole.

VII.2.2 : Inefficacité des politiques :

Nombreux pensent que si les politiques agricoles à Madagascar ont varié au cours des années, leur trait commun a été le recours aux initiatives, programmes et projets ponctuels pour fournir des solutions à des urgences. Les participants œuvrant le long de la chaîne d'approvisionnement sont frustrés et soulignent fréquemment l'inefficacité des politiques du gouvernement. Prenons, par exemple, le sous secteur du riz ; le gouvernement diffuse des messages divergents concernant la production, l'importation et le commerce de ce produit stratégique.

VII.2.3 : Faiblesse du gouvernement :

La politique agricole n'est pas à l'abri des influences des politiques, qui conduisent parfois à des comportements opportunistes plutôt qu'à l'adoption de mesures cohérentes visant à maximiser l'efficacité du secteur dans le long terme.

VII.2.4 : Analyses

L'une des principales critiques apportées par la NGP à l'administration publique est celle du type ***top down***. Le gouvernement décide d'en haut et toutes les collectivités locales ne font qu'exécuter sans tenir compte les besoins des peuples locaux. La politique de développement est décrétée par le ministère en fonction de leur priorité nationale, ce qui explique l'échec du

⁵¹ In Banque Mondiale., juin 2010. Op.cit, P.156.

projet de développement rural ; c'est là que la décentralisation née. Elle vise à réduire principalement le cadre d'action du pouvoir central.

La limite attribuée à la décentralisation se trouve du côté juridique. Les collectivités territoriales décentralisées sont accusées incapables juridiquement à élaborer un projet de développement rural, encore moins à gouverner les deniers publics ruraux. Il y a, toutefois, de concept optimiste face à cette NGP, celui du développement local. (Voir chapitre III)

C'est une approche ascendante et de développement endogène ; c'est-à-dire que les acteurs et les ressources se trouvent localement. C'est un concept qui se résume sur deux principes : la valorisation des ressources locales et la prise en charge du développement par les acteurs locaux. La théorie de croissance endogène, rappelons le, repose sur deux facteurs ; l'innovation et le capital humain. Donc le développement local donne une place importante à l'innovation comme moyens pour valoriser les ressources non valorisable par les savoirs faire des mains d'œuvre rurales.

Conclusion

L'incohérence des institutions et la mauvaise gouvernance ne sont pas les fruits du hasard, elles résultent principalement des faiblesses des institutions. L'échec des politiques de développement agricole s'explique notamment par le mode d'administration publique très centralisé. La décentralisation est instituée pour palier ce comble, particulièrement, à l'instar du concept de développement local. Ce sont les ruraux, eux-mêmes, qui prennent en main l'exploitation de leurs ressources par le développement de leur savoir faire à travers l'innovation. L'autorité centrale est nécessaire, seulement, s'il y a de dérives au niveau du mode de gestion locale.

Conclusion de la section

Le développement agricole consiste principalement à soulever les obstacles liés aux problèmes institutionnels notamment le marché et la gouvernance. D'une part, la sous performance des marchés agricoles nuit la relance de l'exploitation agricole. D'autre part, la cohérence entre la politique de développement rural et les perceptions de développement par les ruraux n'est pas toujours vérifiée. Chez les paysans, l'exploitation agricole s'intéresse

davantage à l'autoconsommation ; l'avance primitive et le revenu objectif n'en représente que d'une moindre part. Le taux de couverture alimentaire⁵² en riz représente relativement plus de 50% de la production ; allant de 6 à 10 mois. Ce qui explique le faible taux de vente des produits agricoles par les paysans. Il y a d'autres facteurs exogènes qui expliquent la faible performance des marchés agricoles notamment ceux des structures institutionnelles. En effet, la faiblesse des institutions, l'incohérence des politiques mises en œuvre, ainsi que les mauvaises gouvernances fragilisent le développement des marchés agricoles, donc du développement agricole.

Nous avons donc donné quelques analyses des problèmes de développement agricole. Le chapitre suivant va apporter des suggestions afin d'y résoudre.

⁵² Le taux de couverture alimentaire correspond au nombre de mois pendant lequel les ménages consomment exclusivement des aliments autoproduits, permet d'évaluer leur capacité à assurer leurs besoins alimentaires par la production agricole. In *les cahiers du ROR*, novembre 2008. P. 94.

CHAPITRE VI.- SUGGESTIONS POUR PROMETTRE UN DEVELOPPEMENT RURAL.

Le développement agricole est un processus long et graduel. Donc, les suggestions que nous essayons de faire ici portera sur les trois dimensions temporelles ; court, moyen et long terme. Nous avons déjà vu lors du précédent chapitre, la différente analyse que l'on peut apporter aux problèmes de développement rural. Nous avons relevé tous les blocages qui encombrent le processus de développement agricole. Dans cette section, des suggestions vont être apportées pour lutter contre la pauvreté rurale. Elles consistent à mener trois actions prioritaires, notamment à combattre la faiblesse de la productivité, à lutter contre l'insécurité alimentaire, et surtout à accroître le revenu rural. C'est ce que cette section va faire l'objet de son étude.

Section VIII : combattre la faiblesse de la productivité

La suggestion consiste à lutter contre deux phénomènes : le potentiel agricole non exploité et la dégradation de la fertilité du sol.

VIII.1 : Le potentiel agricole non exploité

Des recherches montrent que ce problème est dû à l'insécurité foncière. La répartition foncière est inégalitaire, l'accès à la terre est difficile. La principale cause est que la loi foncière est inadaptée

VIII.2 : La dégradation de la fertilité du sol

Elle est surtout due à l'agriculture de subsistance qui dérive de la faiblesse de professionnalisation et de la capacité des ménages ruraux. Les paysans sont manque d'appui technique et enregistrent d'un faible niveau d'éducation. Il n'y a que de très peu de transfert de compétence, et des bâtiments scolaires précaires ou très loin du village.

VIII.3 : Suggestions

D'abord, pour remédier aux problèmes de sécurité foncière, il faut attribuer des droits de propriétés fonciers aux paysans. L'action ne consiste pas seulement à donner aux paysans de titres vérifiant que les terres en question leur appartiennent, mais surtout leur sensibiliser, leur argumenter d'y mettre des engrais, des semences sélectionnés.

Puis, en ce qui concerne la dégradation de la fertilité de la terre ; l'action consiste à varier l'utilisation du sol. Après les saisons mortes, les cultures de contre-saison sont appréciées.

Enfin, concernant les systèmes techniques et éducatifs en milieu rural ; la réforme est à long terme. Il devrait y avoir des écoles artisanales fabriquant des outils agricoles. La gestion soit prise en charge par les privées, il appartient à l'Etat de faciliter sa mise en œuvre. L'Etat peut, par exemple, subventionner les charges de ces écoles en détaxant l'importation de certains inputs s'il y en aura ou en créant les infrastructures nécessaires, et équiper les écoles.

De l'autre côté, le programme de l'enseignement général doit s'adapter à ce que les paysans vivent. Pourquoi ne pas les apprendre les méthodes de base des cultures modernes, la gestion des semences, la gestion de l'eau. Cela signifie que chaque école rurale doit dotée des terres sur lesquelles elle peut faire des travaux pratiques. On doit apprendre aux paysans d'une gestion simple de leurs patrimoines; dans ce cas, ils seront capables de gérer efficacement les intrants, les ressources, ainsi que les revenus d'exploitation. Au fur et à mesure que l'éducation avance, la recherche et développement vont naître à l'intérieur des paysans eux même. Cette réforme exige une étroite collaboration entre le ministère de l'éducation nationale, de celui de l'enseignement technique, ainsi que celui du ministère de l'agriculture.

La deuxième voie concerne à un nouveau système de vulgarisation ; il consiste à prendre *un paysan type* dans une organisation paysanne donnée. On lui fournit, pour le départ, tous les matériels et matériaux qu'il doit. On lui donne toute la formation nécessaire pour qu'il réussisse à la démarche d'expérimentation. Selon Karl Menger, l'institution d'origine spontanée est plus répandue que celle de l'institution organisée du fait de l'*imitation*. Si un paysan sort de cette expérimentation, les autres paysans vont imiter ce qu'il a fait. Peu à peu, la pratique se généralise et deviendra une institution partagée par toute la communauté ; c'est ce que Menger désigne par « *imitation de succès* ». Ceci ne peut être réalisé qu'à la seule condition qu'il existe un 3P.

Conclusion

Relancer la productivité demande une réforme éducative à travers l'innovation technique. Cette réforme sera un développement endogène à la structure sociale des ruraux.

Dans chaque école rurale, la théorie dispensée en salle devrait transformée en pratique sur les champs. Dans ce cas, cette connaissance pratique doit aller en parallèle avec les connaissances générales de l'enseignement général. Les connaissances techniques agricoles devront être ajoutées au programme scolaire, ne serait-ce que pour les écoles rurales. Mais cela demande une forte motivation de quelques ministères, des techniciens, ainsi que d'agronomes. Quand la productivité augmente, la production agricole haussera aussi, ce qui permet aux paysans de rallonger le taux de couverture alimentaire par le gain de production. Donc, la carence alimentaire sera battue, la sécurité alimentaire sera atteinte, le revenu agricole s'améliorera.

Section IX : lutter contre l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire provient principalement de la vulnérabilité par rapport à la malnutrition et à la sous-alimentation. Cette dernière vient, par contre, de trois facteurs : l'insécurité des biens et personnes, la dégradation de l'environnement et des facteurs de production naturels, et le mauvais soin d'état de santé.

IX.1 : L'insécurité des biens et personnes

Pour les exploitants agricoles, l'insécurité des biens et des personnes demeurent un des principaux problèmes à résoudre. Si l'on estime que ce sont les gendarmeries ou les militaires sont l'autorité chargée à faire régner la paix en général ; ceci pose quelque fois un problème. Dans la plus part des zones rurales, surtout les zones enclavées ; les postes de gendarmerie n'existent que de quelques kilomètres du village. Alors pour régler les types de vols, quelque soit son type, il fallait attendre quelques jours.

La solution consistera à rétablir la loi communautaire à travers le *fokonolona*. Nous avons déjà évoqué que le l'institution spontanée est plus répandue que celle de l'organique. Donc, mieux vaut développer une sanction communautaire à travers les *dinam-pokonolona* par exemple.

IX.2 : Dégradation de l'environnement et des facteurs de production naturels

Le cadre du développement durable exige le respect de l'environnement dans l'exploitation agricole. La dégradation de l'environnement provient des facteurs sous-jacents. Notamment la diminution des couvertures végétales et la mauvaise maîtrise de l'eau ne fait qu'entraîner une érosion. Elle est intensifiée par les feux de brousse, la pratique de *tavy* ou la surexploitation forestière.

L'amélioration des systèmes d'irrigation à travers la construction des barrages s'avère la condition *sine qua non* de la gestion de l'eau dans les milieux ruraux. La surexploitation forestière résulte du seul fait que les forêts sont des biens publics ; donc obéissent aux principes de non rivalité et non exclusion. Pour résoudre ce problème, l'action consiste alors à privatiser la gestion de forêts. Le deuxième recours peut relever les compétences mêmes des villageois à travers la gestion communautaires comme les VOI, ou la GELOSE. Désormais, ce sont les habitants qui prennent en mains la préservation des biodiversités.

Dans tous les cas, comme disait le *Common Law*, l'Etat a intérêt à intervenir pour corriger les dérives institutionnelles.

IX.3 : Mauvais soin d'état de santé

Le principal facteur explicatif de l'insécurité alimentaire des ménages ruraux réside dans leur mauvais soin de l'état de santé. Il est dû le plus souvent à l'éloignement des centres de santé ; s'il y existe, l'infrastructure reste précaire, les matériels sont vieux et les personnels sont insuffisants. La deuxième cause de l'insécurité alimentaire se trouve sur l'insalubrité de l'eau. On ne trouve que rarement de l'eau potable dans les milieux ruraux.

La première priorité à court terme, consiste alors à créer des infrastructures de santé ; à équiper ceux qui sont déjà installés, et à approvisionner des personnels suffisants. D'autre part, l'adduction en potable devrait une priorité d'un projet de développement en milieu rural. La deuxième action relève le domaine de l'économie de l'environnement. En attribuant de droit de propriétés aux exploitants agricoles, ils peuvent payer des services environnementaux à ce qui se trouve en amont ou en aval de leur exploitation. Un paysan qui aménage sa rizière sur le versant peut salir le cours d'eau qui va se déverser sur la fontaine en aval. Alors ce paysan en question doit payer une somme à la commune ou à une agence de l'environnement afin que ces dernières puissent financer l'accès en eau potable de la population victimes. Le deuxième atout que porte cette économie de l'environnement réside sur son amélioration de l'état de santé. La population peut bénéficier, en certain cas, de toute sorte de traitement thérapeutique ; il ne vaut plus aller loin pour se soigner.

IX.4 : accroître les revenus ruraux

Nombreux auteurs démontrent la faiblesse de revenu des ruraux du fait de la productivité agricole très faible et de la faiblesse de leur état de santé. A côté de ces deux variables cohabitent l'absence d'aucune Activité Génératrice de Revenu (AGR) ; s'il en existe, elle est souvent limitée et non diversifiée. Les paysans n'ont qu'un faible accès au capital et facteur

de production, d'une part ; et les prix des produits sont non incitatifs, d'autre part. Le financement rural reste presque epsilon ; l'accès au financement est difficile, la procédure bancaire est très sélective et la couverture des microfinances s'avère faible. En aval de l'exploitation agricole se trouve le marché rural non organisé, des routes et pistes en mauvaise état, de l'absence des magasins de stockage si la production connaisse un surplus.

Permettre une AGR diversifiée revient à répondre ces deux problèmes ; c'est-à-dire intensifier le financement rural et améliorer le système de marché. Le premier défi consiste, avant tout, de développer ces facteurs d'efficacité du marché ; cela reste la compétence de l'autorité publique. Puis la facilitation d'accès au financement rural et aux infrastructures améliorées relève le deuxième défi. Quand l'accès au marché est facilité, il reste alors de le libéraliser. Du côté des paysans, des organisations paysannes, des coopératives, des syndicats des paysans devraient être institués pour lutter au profit des ruraux.

Conclusion

Accroître les revenus ruraux nécessite une augmentation du nombre des emplois non agricoles. Des conditions préalables doivent être mises au point avant que le développement agricole parvient à se transformer à un développement rural ; la modernisation des infrastructures rurales et le perfectionnement du marché.

Une fois que l'accroissement de la productivité agricole est atteint, les paysans auront alors des gains du temps pour effectuer des diverses activités afin d'assurer la sécurité alimentaire. L'individu se trouve alors en bon état de santé, et par l'activité génératrice de revenu, il pourra accroître le revenu rural. C'est à cette diversification de l'activité rurale que le développement agricole se transformera en développement rural.

Conclusion de la partie II

En conclusion, Madagascar doit encore faire face à des nombreux problèmes de développement agricole. Les politiques agricoles réalisées depuis l'indépendance n'a jamais atteint leurs objectifs. L'autosuffisance alimentaire n'a pas été assurée, ou si on l'atteignait, cela n'a pas duré que quelques années. Seulement avant l'arrivée du socialisme de 1975 que Madagascar en connaissait. Nous étions un pays exportateur net du riz dans les années 60. L'exploitation agricole ne connaissait pas d'une amélioration que très rarement. Le problème de développement rural n'a pas été résolu depuis toujours. Plusieurs peuvent en être les causes : notamment, elles résultent principalement de la faiblesse de la productivité agricole, de l'insécurité foncière ainsi que de problèmes des marchés agricoles. La solution consiste à améliorer ces situations. La mutation du développement agricole en développement rural s'avère un processus long et graduel. Elle nécessitera un changement des structures institutionnelles, d'une part ; et des structures mentaux, d'autre part.

CONCLUSION GENERALE

Madagascar a connu plusieurs politiques de développement agricole depuis l'indépendance. En général, ces politiques n'ont pas atteint les objectifs fixés. Les causes principales de cet échec vont des structures mêmes de la politique mise en œuvre aux structures sociales de production de la communauté rurale. Les politiques agricoles ont été conçues pour la priorité du pays tout entier mais elles avaient tendances à mettre du côté les besoins des ruraux. L'exploitation agricole ne peut pas s'améliorer tant qu'on ne requiert quelques conditions préalables. D'abord, l'exploitant agricole doit pouvoir accroître la production agricole. Il faudra accroître par conséquent la productivité agricole. Ce qui nécessite l'application des méthodes et techniques innovés. Nous avons vu que les paysans malagasy accordent peu d'importance sur ces méthodes. Il faudra que les paysans apprennent dès l'école la conception et le développement de ces techniques modernes. Puis, les paysans ruraux ne peuvent pas exploiter aisément leurs terres tant qu'il n'y ait pas une sécurité foncière. Quelque fois, la loi sur la propriété foncière n'est pas adaptée aux cultures des paysans. Pour eux, la terre est inaliénable, personne n'est propriétaire. Donc, si on exploite les terres c'est seulement pour l'autoconsommation, on n'a pas le droit d'y faire de profits. Le code foncier a changé ce point de vu ; désormais, on devient propriétaire tant qu'on a du titre alors les autres doivent partir. Les investisseurs peuvent y faire leurs exploitations. A ce propos, nous avons dit que la loi communautaire peut résoudre le problème ; seulement s'il y a du doute, on se réfère aux textes. Ensuite, le développement agricole nécessite le développement du marché agricole. Les paysans doivent tirer profits de leurs exploitations tant qu'ils peuvent accroître la productivité agricole. Ils doivent s'accéder au marché agricole afin d'accroître les revenus. Bref, le développement agricole contribue au développement rural après que les paysans adoptent, eux-mêmes, progressivement des techniques et méthodes modernes, qu'il y ait un marché agricole performant pour assurer la continuité de l'exploitation, et que les paysans acquièrent un surplus de revenus. C'est un changement à long terme relevant la volonté de tout le monde.

ANNEXES

Tableau 1 : La Productivité du riz de 1961 à 1970

	1961-1965	1966-1970
Superficie cultivée (ha)	843 000	986 000
Rendement (tonne/ha)	1,9	1,8
Production par tête	268,6	269,6

Sources : Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar », juin 1995

Tableau 2 : Productivité rizicole de 1971 à 1980

	1971-1975	1976-1980
Superficie cultivée (ha)	1 042 000	1 147 000
Rendement (tonnes/ha)	1.9	1.8
Production par tête (kg/an)	258.9	237.6

Source : Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar », juin 1995

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

BERHELIER, P. et LIPCHTIZ A., 2005-« Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement ? ». Publié dans la revue tiers monde, t. XLVI, n 183, juillet-septembre 2005, pp. 603-625

BLANC – JOUVAN, X., « Les droits fonciers collectifs dans les coutumes malgaches ». In: Revue internationale de droit comparé. Vol. 16 N°2, Avril-juin 1964. pp. 333-368.

COUTY, P., 1987-« La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et d'agir ». Cah. Sci. Hum. 23 (3-4) 1987: 391-408

DUMONT, R., 1959-« les principaux problèmes d'orientation et de modernisation de l'agriculture malagasy ».

EPAGNEUL, M. F., MATHIEU N.-« Explorer le rôle des associations dans l'insertion et la création d'emplois en milieu rural ». In: Économie rurale. N°259, 2000. pp. 16-32.

FONTAN, C. Doctorante. « L'outil » filière agricole pour le développement rural. In CED/IFReDE-GRES – Université Montesquieu Bordeaux IV. pp. 1-23.

FRAVAL, P., 2000, "Éléments pour l'analyse économique des filières agricoles en Afrique sub-saharienne", Bureau des Politiques agricoles et de la Sécurité Alimentaire, Ministère des Affaires Etrangères.

GEORGES, L., 1993, «Gary Becker et l'analyse économique des phénomènes sociaux» in Liberté économique et progrès social, n°67, mars 1993, pp.2-14 sous le titre "Gary S. Becker, prix Nobel de sciences économiques 1992"

HUGON, P., 1994, "Filières agricoles et politique macro-économique" dans Economie des politiques agricoles dans les pays en développement, Tome 2 : Les aspects macroéconomiques / coordonné par P.Guillaumont, Revue Française d'Economie, Paris.

HUNTER G., 1971-«La modernisation des sociétés rurales. Etude comparée : l'Afrique et l'Asie ». Editions inter-nationales, coll. Tendances actuelles

LAUALANIE. H.de., 2003,-« le riz à Madagascar », éd. Ambozontany – éd. Karthala, 2003. P25

LAURENT, C., 2003-« multifonctionnalité de l'agriculture et modèles d'exploitation agricole ». In : Economie rurale. N°273-274, 2003. pp. 134-152.

LELE, U., 1975, Le développement rural : l'expérience africaine, Economica, Londres.

MOLLARD, A., « la politique agro-alimentaire, l'Etat et l'institutionnalisation du capital » p 52

PAPY, F. Interdépendance des systèmes de culture de l'exploitation. In E. Malézieux G., Trébuil, Jaeger (Eds.), « Modélisation des agro-systèmes et aides à la décision », cirad-inra, 2001, p. 51-74.

RAKOTOSON, S. R., 2010-« contribution du secteur agricole dans le développement économique de Madagascar : cas de la filière rizicole »

RAZAFIMANDIMBY, L., «L'ajustement structurel dans le secteur agricole de Madagascar »

REBOUL C. Mode de production, système de culture et élevage. SFER, Paris, 1976, Economie Rurale n°112, p.55-65.

RIBIER, V., 2003, "Lutte contre la pauvreté et les inégalités : contribution du CIRAD au débat", CIRAD.

RISOUD B., 1999-« Développement durable et analyse énergétique d'exploitation agricoles ». In : Economie rurale. N° 252,1999. Pp .16-27.

ROBBLIARD A.-S. , 1999-« L'offre du riz des ménages agricoles malgaches ». Université Paris- Sorbonne- DIAL

TEMPLE, L., FADANI, A., 1997, "Cultures d'exportation et cultures vivrières au Cameroun : l'éclairage d'une controverse par une analyse micro-économique", Economie rurale, n°239.

DOCUMENTS ET RAPPORTS

BANQUE MONDIALE, 23 février 1994, « Madagascar : document de stratégie agricole »

BANQUE MONDIALE, 1999- « Rapport économique et financier 1998

MINAGRI, service de la statistique agricole : Annuaire 2005 à 2008

MINAGRI, 2010-« draft du document de la stratégie nationale du développement rizicole de Madagascar», avril 2010.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL, 1995, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar »

MINISTÈRE DE FINANCE ET DE L'ECONOMIE, 2000, « Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté »

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE FINANCE ET DU BUDGET, 1999, « Situation économique »,

MINISTERE DE FINANCE ET DE L'ECONOMIE, 2000, « Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté »

FORMADER ou Formation multipole et pluridisciplinaire en développement rural ; Economie du développement rural

GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR : Madagascar Action Plan : MAP 2004

BANQUE MONDIALE, juin 2010 : Madagascar vers un agenda de relance économique

PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL / Observatoire Du Riz : information hebdomadaire n°270 semaine du 26 septembre 2011

PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE., novembre 2005 : EPP/PADR

PRIMATURE : « équipe permanente de pilotage du plan d'action pour le développement rural », Edition 2008

PNUD : Rapport national de suivi des OMD 2010

UA/NEPAD, 2006-“Cadre pour la productivité agricole en Afrique”. Forum pour la Recherché Agricole en Afrique

REVUES

-Les cahiers du ROR, novembre 2008, campagne 2006-2007

-Magasine TANTSOROKA : MINAGRI/PSDR

WEBOGRAPHIE

www.google.com

www.cairn.info.com

www.gouv.mg/map

www.persee.fr

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS -----	i
LISTE DES ACRONYMES -----	ii
LISTE DES TABLEAUX-----	iii
LISTE DE SCHEMA -----	iv
SOMMAIRE -----	v
INTRODUCTION-----	1
CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'EXPLOITATION AGRICOLE. -----	4
Section I : Notions sur l'Exploitation Agricole -----	4
I.1 : Les différents modèles-----	4
I.1.1 : l'EA comme unité microéconomique-----	4
I.1.2 : l'E A comme composante d'un système social-----	5
I.1.3 : l'E A comme système piloté -----	5
I.1.4 : l'E A comme une organisation complexe-----	5
I.2 Durabilité de l'exploitation agricole-----	6
I.2.1 : Mise en place de systèmes de management de la qualité et de l'environnement (SMQE) -----	6
I.2.2 : Les nouvelles exigences de la MFA pour l'analyse de l'EA.-----	6
Section II : comment promouvoir l'EA ? -----	8
II.1 : Financer l'EA-----	8
II.1.1 : Utilité de la microfinance-----	8
II.1.2 : Soutenir les paysans en difficultés.-----	9
II.1.3 : Les Limites de la microfinance-----	9
II.2 Restructurer les droits de propriétés fonciers -----	9
II.2.1 : Le Système de Torrens et ses transpositions Africaines -----	9
II.2.2 : Les impacts sur le plan socio-économique. -----	10
II.3 Stimuler les rôles des acteurs -----	10
II.3.1 : Organisation Paysanne (OP) -----	10
II.3.2 : Les rôles de chaque partie prenante indirecte à l'exploitation agricole :-----	11
Section III : la cohérence entre la filière agricole et l'EA-----	12
III.1 Notion de filière -----	12
III.1.1 Différentes définitions -----	12
III.1.2 : filière agricole appliquée à l'EA-----	13
III.2 la place de la filière vivrière dans l'exploitation agricole -----	13
III.2.1 : Théorie sur la filière d'exportation et de la filière vivrière -----	13
III.2.2 : Impacts de la filière d'exportation-----	14
III.3 Le poids de la filière dans l'analyse de l'EA -----	14
III.3.1 : Préférence à la filière vivrière et les instruments à privilégier pour la favoriser -----	14
III.3.2 : Les vecteurs de la viabilité de l'exploitation agricole :-----	15
CHAPITRE II.-LES CONCEPTS DE DEVELOPPEMENT RURAL -----	16

Section III : survol sur la théorie de développement -----	16
III.1 : le courant de développement trouvant son origine dans le milieu rural -----	17
III.1.1 : La théorie des étapes de Rostow.-----	17
III.1.2 : La théorie de dualisme de Lewis -----	17
III.1.3 : Le dualisme TODARO -----	18
III.2 : le courant du développement appréhendé sous un autre angle -----	18
III.2.1 : La théorie de capacités de SEN-----	18
Section IV : La politique de développement agricole-----	19
IV.1 : Les objectifs de la politique de développement agricole -----	19
IV.1.1 :La production des denrées alimentaire et l'amélioration de la nutrition -----	19
IV.1.2 : La politique de spécialisation et de commerce interne -----	20
IV.1.3 : Fournir des emplois productifs aux travailleurs salariés ou cultivateurs -----	20
IV.2 : La politique agricole -----	21
IV.2.1 : Définitions-----	21
IV.2.2 : Les liens entre politique macroéconomique et politique agricole -----	21
IV.2.3 : Du développement agricole au développement rural-----	22
Section V.- Des approches relatives au développement rural.-----	23
V.1 : L'approche par la théorie de la modernisation -----	23
V.1.1 : Définitions-----	24
V.1.2 : La modernisation de l'agriculture -----	25
V.2 : L'approche par la théorie populiste -----	25
V.2.1 : la force de la population-----	25
V.2.2 : La population comme un mal de développement -----	25
V.3 : L'approche du développement local -----	26
V.3.1 : L'objet du développement local.-----	26
V.3.2 : Les principes du développement local -----	26
V.3.3 : L'analyse du développement local -----	27
CHAPITRE III. ANALYSE DES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.-----	29
Section VI: faiblesse de la productivité -----	29
VI.1 : Des moyens et techniques d'exploitation inappropriés -----	30
VI.1.1 : L'utilisation des pratiques agricoles dépassées -----	30
VI.1.2 : La faible utilisation des intrants sélectionnés -----	30
VI.1.3 : La mauvaise gestion de l'eau -----	32
VI.1.4 : Des outils mécaniques peu lucratifs -----	33
VI.2 : Le faible capital humain-----	35
VI.2.1 :aperçu global -----	35
VI.2.2 : Une analyse pluridimensionnelle -----	35
VI.3 :L'absence de sécurité foncière-----	37
VI.3.1 :Aperçu global -----	37
VI.3.2 : Analyses-----	37
VI.4 : La faible utilisation de crédit pour la production-----	39
VI.4.1 :Une manque de demande de crédit.-----	39
VI.4.2 : Une offre de service inappropriée.-----	40
VI.4.3 : Une analyse pluridimensionnelle.-----	40
Section VII : Problèmes des structures institutionnelles.-----	42

VII.1 : Sous performances des marchés agricoles-----	42
VII.1.1 : Aperçu général -----	42
VII.1.2 : Analyses économiques -----	43
VII.2 : Faiblesse des institutions, incohérence des politiques et mauvaises gouvernances ----	45
VII.2.1 : Faiblesse des institutions :-----	45
VII.2.2 : Inefficacité des politiques :-----	45
VII.2.3 : Faiblesse du gouvernement :-----	45
VII.2.4 : Analyses-----	45
CHAPITRE VI.- SUGGESTIONS POUR PROMETTRE UN DEVELOPPEMENT RURAL. -----	48
Section VIII : combattre la faiblesse de la productivité -----	48
VIII.1 : Le potentiel agricole non exploité-----	48
VIII.2 : La dégradation de la fertilité du sol-----	48
VIII.3 : Suggestions-----	48
Section IX : lutter contre l'insécurité alimentaire -----	50
IX.1 : L'insécurité des biens et personnes-----	50
IX.2 : Dégradation de l'environnement et des facteurs de production naturels -----	50
IX.3 : Mauvais soin d'état de santé -----	51
IX.4 : accroître les revenus ruraux -----	51
CONCLUSION GENERALE -----	54
ANNEXES -----	vi
BIBLIOGRAPHIE -----	vii
WEBOGRAPHIE-----	x
TABLE DES MATIERES -----	xi

FICHE SIGNALTIQUE

Nom : RAKOTOBENARIVO

Prénoms : Tsangambato Anthonio Eugène

Thème : l'exploitation agricole au service du développement rural malagasy : cas de la riziculture

Nombres de page : 54

Nombres de tableau : 5

Nombres de Figure : 1

RESUME

Madagascar est un pays à vocation agricole et à majorité une population rurale. Le développement économique s'appuie sur le développement rural qui dépend à son tour du développement agricole. Depuis l'indépendance, les politiques de développement agricole mis en œuvre n'arrivaient pas à résoudre les malheurs qui frappent les secteurs ruraux. Malgré les différentes actions effectuées par différents projets de développement rural, les changements socioéconomiques ruraux restent encore à espérer. La manière dont on procède à l'action par les organismes œuvrant sur le développement rural n'est pas adéquate à la pensée des ruraux. La modernisation des sociétés rurales relève des structures institutionnelles qui dépendent toujours des modes de pensée qui s'est transmis de génération en génération. Le développement rural doit être endogène en la population rurale elle-même. Ce qu'il faut apprendre à l'école c'est ce que les ruraux vivent dans leur quotidien. Par le Learning by doing, les paysans arriveront à admettre progressivement une innovation. Mais ceci relève la volonté de tous les acteurs ruraux, des différents ministères ainsi que les organismes de développement rural.

Mots clés : agriculture, riz, productivité agricole, développement économique, rendement agricole, développement rural

Encadreur : Monsieur RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasona

Adresse de l'auteur : lot II V 60 B Ampandrana Antsinanana. Anatanarivo 101.